

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20°)

(Métro : Pyrénées)

Aux Congressistes de répondre

Le monde capitaliste craque de toutes parts. La guerre fait rage en Ethiopie. L'Extrême-Orient s'enflamme. L'Occident est menacé d'une nouvelle conflagration.

Le Congrès de Toulouse saura-t-il dresser contre la guerre et le fascisme le rempart indispensable ?

REFORGEONS LE SYNDICALISME

Le Syndicalisme doit reprendre son vrai visage !

La partie de la classe ouvrière française qui se préoccupe d'élaborer elle-même son destin, va connaître avec le congrès de Toulouse des heures capitales.

On connaît quels sont les problèmes posés à Toulouse et quelles solutions les différentes tendances qui s'affronteront ont l'intention de leur donner.

Au fond, ces tendances ne sont pas nouvelles et le mouvement ouvrier français en a trouvé les germes à sa naissance. D'une part, la tendance apolitique, fédéraliste et, pourquoi le dissimuler, libertaire ; de l'autre, la tendance politique, centraliste, autoritaire. La première est représentée par une large majorité de l'ancienne C.G.T., l'autre par la quasi-totalité de l'ex-C.G.T.U.

Qu'on veuille bien ne pas retenir de cette schématisation élémentaire autre chose qu'un bref raccourci. Car il est évident que chacune de ces tendances, et notamment la première, se subdivise en rameaux différents souvent fort éloignés les uns des autres.

Cependant, si nous acceptons cette démarcation entre les deux grands courants qui vont se manifester à Toulouse, nous avons le droit, nous anarchistes, de souhaiter que le premier l'emporte sur le second.

Nous en avons le droit, car le mouvement ouvrier français doit beaucoup aux idées libertaires. Il lui doit même ses fondateurs et ses pionniers. Les Pelloutier, les Pouget, les Yvetot, les Griffuelhes, pour ne parler que des plus importants, sont venus de l'anarchisme. Et c'est à la philosophie libertaire qu'ils empruntèrent les éléments essentiels par eux introduits dans le syndicalisme.

Cependant, il faudrait être bien superficiel pour s'imaginer que le caractère antipolitique, antitendanciste imprimé dans les années héroïques à la C.G.T., d'avant-guerre, fut le résultat d'une création artificielle, née de la volonté ou de la mode idéologique de quelques individus énergiques et tenaces.

Nous posons en fait que l'esprit révolutionnaire français est avant tout libertaire, positif et adversaire par nature des systèmes idéologiques rigides. Voilà pourquoi, à notre avis, le syndicalisme français eut, pendant la période de sa croissance, un soin si jaloux de son indépendance et de l'autonomie de son action.

Ce n'est pas cependant que les épreuves lui aient manqué. Il connut le guesdisme, le millarisme et même l'hérésie, et de leurs assauts répétés il sortit toujours victorieux.

Il fallut la guerre, l'après-guerre, la révolution russe qui amena dans le monde entier une véritable colonisation des mouvements syndicaux par le bolchevisme notamment, pour faire douter de la solidité et de la justesse des notions d'indépendance et d'autonomie à l'égard des gouvernements et des partis politiques.

Une douloureuse expérience, qui a duré près de vingt années, a prouvé définitivement que ces notions fondamentales sur lesquelles s'édifia le syndicalisme français, demeurent les seules justes.

Cependant, si de la façon dont paraissent s'orienter les débats du congrès de Toulouse, nous pouvons concevoir un certain optimisme, la partie n'est pas pour cela gagnée.

Jamais la classe ouvrière ne s'est trouvée devant des problèmes aussi graves que ceux qui se posent actuellement devant elle et qui conditionnent tout son avenir.

Face à la guerre qui vient, à l'Union sacrée dont nous sentons déjà se nouer autour de nous les liens, devant l'abandon voulu, prémédité par les politiciens du Front populaire d'une politique résolument et spécifiquement ouvrière et ce au bénéfice des différents impérialismes — y compris le russe — qui se disputent le monde, le syndicalisme français aurait un grand rôle à jouer. Il pourrait dire à Toulouse qu'il y a des crimes qu'on ne recommence pas deux fois, des fautes dont les conséquences sont trop sanglantes...

Il pourrait dire aussi que devant la crise économique mondiale qui a accusé la caducité du régime capitaliste, il a l'ambition de poser la candidature du prolétariat à une nouvelle organisation rationnelle et humaine de la société.

Aura-t-il la force de revendiquer ces grandes tâches ? Sans nous laisser gagner par des illusions trop naïves, nous avons fermement l'espoir qu'à Toulouse, en reprenant son vrai visage, le syndicalisme français reconquerra aussi sa force offensive contre l'Etat, contre le capitalisme et enfin et surtout contre la guerre.

L'indépendance du mouvement ouvrier, l'autonomie de son action exercée directement contre l'Etat et le Capitalisme seront les conditions majeures d'un syndicalisme révolutionnaire régénéré et combattif.

Vive le Syndicalisme !

Le Congrès de Toulouse va consacrer définitivement l'unité syndicale. Et c'est un grand sujet de joie pour tous ceux qui ont souhaité cette unité et milité pour elle. Le Congrès de Toulouse va proclamer officiellement l'indépendance du syndicalisme. Et c'est une raison de satisfaction pour tous ceux qui ont revendiqué cette indépendance.

Mais il faudrait aussi que cette unité prenne toute sa valeur d'action et que cette indépendance devienne une réalité. L'on est obligé de reconnaître que quelques-uns de ceux qui se réclament le plus de cette indépendance sont de ceux qui ont le plus fait pour la compromettre et la compromettent. De ceux qui après avoir pratiqué l'autre Union Sacrée en préparant sournoisement une nouvelle. De ceux qui ont formé une véritable collaboration des classes, la participation à toutes sortes d'organismes bourgeois et gouvernementaux. Et qui, pour comble d'incohérence, tandis qu'ils affectent de combattre les bolchevistes au point de vue syndical, s'allient à eux et aux partis les plus douteux dans les formations politiques du « Front populaire ».

Il est nécessaire de s'opposer à toute hégémonie d'un parti — ou d'un groupe de partis — sur la C.G.T. Il est éminemment de maintenir une saine incompatibilité entre les fonctions syndicales et les mandats électoraux. Mais il ne faudrait pas, sous prétexte qu'ils se posent actuellement en défenseurs de l'indépendance, que cela nous conduise à avaliser la désastreuse politique des dirigeants principaux de l'ancienne et de la nouvelle C.G.T.

Et il ne faudrait pas non plus certaines étranges méthodes de défendre cette indépendance et qui aboutiraient à supprimer l'indépendance des syndiqués. Il ne faut pas admettre qu'on crée de délit de tendance pour les minorités coupables de combattre le gouvernement confédéral. Il ne faut pas que se renouvelle l'abominable politique d'exclusion et d'intolérance qui a forcé les scissions, qui a divisé, affaibli et discrédité le mouvement syndical.

Ceux qui avaient si profondément dans la C.G.T., trahi et adulé l'esprit syndicaliste, ceux de la C.G.T.U., dont les convictions variaient avec les inductions reçues de Moscou, avaient peut-être besoin de tels procédés pour réduire au silence leurs contradicteurs. Mais nous devons exiger pour tous et pour nous la liberté et, pour que la meilleure cause l'emporte, faire confiance à la liberté.

La meilleure, la vraie, la seule garantie efficace de l'indépendance du syndicalisme, c'est l'action syndicale elle-même, c'est le syndicalisme lui-même.

C'est dans la mesure où le syndicalisme unit les producteurs, dans la mesure où il les rassemble pour la résistance à leurs exploiteurs par l'action directe, par la grève et par la grève générale, dans la mesure où il leur fait prendre conscience à la fois et de leurs intérêts et de leur puissance, dans la mesure où il les mène, par ces propres méthodes, vers ses propres objectifs, c'est dans cette mesure qu'il est indépendant.

C'est dans la mesure où le syndicalisme ne se contente pas de dire que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », mais de cette lutte pour l'émancipation une réalité quotidienne, dans la mesure où il prépare en fait le prolétariat à accomplir ce qu'on a appelé « sa mission historique », dans la mesure où il tire toutes les conséquences de la lutte de classe, c'est dans cette mesure qu'il est indépendant. Dans la mesure où il fait confiance à sa propre force et à ses propres aspirations.

On nous parle de la « charte d'Amiens ». Et elle est, en ces termes, fort admissible. Mais elle eut été sans aucune efficacité si la C.G.T. à cette époque n'eut présenté une telle puissance d'action, de doctrine et d'opposition à l'ordre établi et aux préjugés généralement admis.

A ce même Congrès d'Amiens, Georges Yvetot faisait adopter, malgré les « habiles », une motion proclamant la nécessité d'une propagande antimilitariste et antipatriotique toujours plus active et audacieuse. En fait la motion Yvetot assurait beaucoup mieux l'indépendance de la C.G.T. que la charte. Elle dressait une barrière excellente contre les partis bourgeois et les politiciens opportunistes et même les patriotes du guesdisme. En fait, lorsque par l'Union Sacrée la motion Yvetot fut effrontément violée, il ne resta plus grand chose de la charte.

Aussi bien conviendrait-il, au moment où la C.G.T. renouvelle son unité de rendre un juste hommage à l'un des créateurs de cette unité. Au militant libertaire et antimilitariste, à l'auteur du *Manuel du Soldat*, à l'ouvrier têtue et perspicace, au « Boule-

A la veille de Toulouse

Après un divorce de quatorze années, le péril fasciste et les conséquences désastreuses de la crise économique ont imposé le rapprochement des différents tronçons du syndicalisme qui se débattaient dans le chaos et l'impuissance.

Ici, où nous avons bataillé ferme pour hâter l'avènement de l'unité syndicale, nous ne cachons pas notre satisfaction de la voir enfin réalisée, quels que soient les marchandages des politiciens intéressés à l'utiliser pour des fins particulières.

Nous considérons que cette nouvelle situation est cent fois préférable à l'état de scission qui a paralysé si longtemps la lutte pour les revendications immédiates et d'avenir de la classe ouvrière de ce pays.

Instruits par une première et douloureuse expérience, il appartient aux syndicalistes sincères, de défendre leur nouvelle organisation contre les déviations qui ont engendré les scissions successives.

Donc le congrès de fusion qui se réunira lundi, 2 mars, à Toulouse, aura pour objet d'enregistrer officiellement la réunification, décidée en septembre dernier, et de déterminer la structure et l'action future de la C.G.T. reconstituée.

La discussion s'annonce laborieuse et la tâche écrasante pour ceux qui restent fermement décidés à conserver au mouvement syndical sa liberté d'action à l'égard des partis et des gouvernements, quels qu'ils soient.

Vingt années d'opportunisme dans les sphères gouvernementales d'un côté, quinze années de subordination politique de l'autre ont lourdement handicapé la combativité de notre mouvement ouvrier.

Et pourtant, dans le mariage de raison qui se réalise, les protagonistes de l'une ou l'autre de ces deux « conceptions » du syndicalisme ne semblent nullement disposés à abandonner leurs positions.

C'est pourquoi la bataille sera chaude, chacun voulant en retirer le maximum d'avantages et aboutir à un compromis n'engageant pas trop l'avenir.

Quelle devra être, alors, la tâche des syndicalistes ?

Se référant aux ravages causés par les déviations que nous rappelons plus haut, ils devront tout d'abord exiger que la déclaration de principes et les statuts de la C.G.T. unifiée soient complétés par des dispositions précises contre les empiétements de quiconque sur le mouvement syndical et sauvegardant le véritable fédéralisme à l'intérieur de l'organisation.

Mais c'est surtout sur le programme d'action que se heurteront les éléments en présence.

La gravité de la situation économique et sociale exige, en effet, des mesures énergiques et des méthodes de lutte appropriées contre l'avilissement des conditions de vie et les dangers de fascisme et de guerre.

Concernant l'inféodation politique, il est démontré que les dirigeants ex-unitaires seront battus ; mais déjà, en réalités dument stylés, ils se sont adaptés et leur effort consiste actuellement à faire adopter le programme étié du Front populaire afin d'utiliser cette plateforme aux élections législatives et

orienter ainsi la politique extérieure chère aux dirigeants de l'U.R.S.S. C'est l'opération par la tangente qui permet de sauver les apparences.

Certes, nous savons que les chefs unitaires et certains de leurs suivants aveugles crieront à la calomnie. Les faits sont là qui, mieux que nos affirmations, démontrent toute l'abdication de ces révolutionnaires en carton-pâte.

Quant aux dirigeants ex-confédérés, avec de belles phrases sur l'indépendance du syndicalisme et sur la nécessité de s'élever au-dessus des revendications immédiates, ils opposeront leur plan d'urgence et de rénovation sociale qui d'ailleurs n'est nullement dirigé contre les principes arbitraires sur lesquels repose le régime, mais qui, au contraire, perpétue la politique d'intérêt général et de paix sociale si profitable aux intérêts bien compris de la bourgeoisie capitaliste.

Il n'est plus question pour nos techniciens du syndicalisme d'engager la lutte directe contre l'Etat, instrument d'un régime d'oppression qui crée la misère dans l'abondance, mais, dans l'impuissance manifeste d'affirmer la force ouvrière dans la bataille pour les revendications immédiates, de lui refaire une virginité et leurer ainsi les travailleurs sur le redressement possible d'un système social qui s'effondre sous le poids de ses contradictions internes.

Tandis qu'on présente comme une panacée les grands travaux... sur le papier, les nationalisations (comment les imposer ?) le Conseil économique du travail chargé de préparer la pâte toute machée au Parlement sur les réformes économiques (alors que dans les cartons dorment des centaines d'autres réformes reconnues d'utilité publique qui attendent le bon vouloir de ces messieurs) on oublie la lutte quotidienne pour le maintien des conditions d'existence, contre les diminutions de salaires, contre les décrets-lois spoliateurs, pour la réduction des heures de travail, avec même salaire, pour supprimer le chômage, etc., etc...

N. FAUCIER.

(Lire la suite page 2.)

A NOS PROPAGANDISTES

Nous avons fait un tirage supplémentaire de ce numéro.

Que ceux de nos camarades qui veulent en assurer la diffusion se hâtent de nous passer leurs commandes aux conditions habituelles.

Nos camarades se rendront compte de l'effort exceptionnel que nous nous sommes imposé en cette circonstance.

Aussi comptons-nous sur leur appui moral et financier pour nous aider à poursuivre la lutte.

L'Administration.

CAMARADES DE LA RÉGION PARISIENNE !

TOUS LE 1^{er} MARS, à 14 h. 30, SALLE JEAN-JAURÈS

à la Bellevilloise, 23, rue Boyer — (Métro : Martin-Nadaud)

MATINÉE ARTISTIQUE

AU PROFIT DU « LIBERTAIRE »

AU PROGRAMME :

BEUNETTI

de la Vache Enragée

Henri GUÉRIN

Œuvres de Gaston Couté

Robert ROCCA

des Deux-Anes

Liette GUERITA

de la Vache Enragée

Robert PLESSY

de Radio-Paris et P.T.T.

Au piano : Mme CAPAUMONT

Charles D'AVRAY

dans ses œuvres.

Félix GIBERT

de la Muse Rouge

RENEF

le célèbre baryton

Paule SANDRA

du Caveau de la République

Julien BERTHE

du Théâtre de Paris

Pierre DARAGON

vedette de la Radio

Maurice MONNIER

de l'Odéon

Romain ZAC

du Caveau de la République

Noële VERGES,

de la Vache Enragée

Roger ANDRÉ

dans les œuvres de Bizeau

Régisseur : BICOT

Prix d'entrée : 5 fr. ; 2 fr. 50 pour les chômeurs ; gratuit pour les enfants.

dogue » combatif qui sait bien défendre aujourd'hui. A celui qui, alors que tant de ci-devant révolutionnaires ont trouvé fortune et sinécure en d'ingénieux accommodements, subsiste — très honorablement — de son salaire dans la même industrie où il fut jadis apprenti. Au vétéran qui lutte encore aujourd'hui avec une ardeur admirable pour les idées et les principes auxquels il a donné le meilleur de sa vie.

Georges Sorel, vers la fin de sa préface à ces curieuses *Reflexions* dit que « le syndicalisme révolutionnaire avorterait s'il perdait le sens de son originalité ». Ce n'est pas tout à fait par hasard que le nom de Georges Sorel est rapproché de celui de Georges Yvetot. L'originalité, dont parle Sorel c'est ce qu'Yvetot nomme « ouvrière ».

Le syndicalisme ne perdra pas son « originalité ». Ce syndicalisme « à la française » et qui doit ses particularités à ce que le prolétariat de France joint à un goût naturel très vif pour la liberté une expérience historique et révolutionnaire la plus développée du monde.

Et les congressistes de Toulouse pourront puissamment y aider.

Si les vrais syndicalistes, jusqu'ici épars dans les diverses organisations savent s'unir, s'ils maintiennent l'indépendance du syndicalisme, s'ils s'opposent à tous les plans tendant à intégrer la C.G.T. dans l'Etat, à faire d'elle un élément de combinaisons politiques telles que le Front populaire, s'ils savent s'opposer avec toute l'énergie nécessaire aux guerres et aux Unions Sacrées que l'on prépare au nom de la S.D.N., de la sécurité collective, de la paix indivisible et du pacte franco-soviétique.

S'ils conçoivent la nécessité d'une action directe de classe pour la défense des salaires, pour la réduction du chômage par une réduction massive de la journée de travail.

S'ils comprennent la nécessité d'une unité étroite avec les travailleurs de toutes races et de toutes nationalités et plus particulièrement avec les opprimés et exploités de l'empire colonial français.

S'ils reconnaissent que le but de leur effort, ne doit pas être de substituer ou de juxtaposer à l'exploitation capitaliste une « nationalisation » étatique au bénéfice d'une caste bureaucratique et politicienne, mais de faire servir, sous le contrôle ouvrier, les moyens de production à donner le plus de bien-être à chacun dans les conditions de travail les moins pénibles.

S'ils reconnaissent la nécessité de se préparer à opposer, à toute menace de les entraîner dans la guerre ou à toute tentative fasciste, une grève générale foudroyante.

Alors, et quand bien même ils ne seraient d'abord qu'une minorité, ils auront bientôt toute la classe ouvrière française et la C.G.T. sera ce qu'elle doit être.

Pour que vive cette C.G.T., vive le syndicalisme !

EPSILON

A la veille de Toulouse

(Suite de la 1^{re} page.)

Pour cela, pour revendiquer le droit à la vie de ceux qui produisent point n'est besoin de plans compliqués, il suffit de vouloir et c'est dans la mesure où l'on a su s'imposer dans la lutte immédiate que l'on peut exiger davantage.

Les délégués au congrès de Toulouse devront rappeler ces vérités élémentaires aux bureaucrates confédéraux, comme ils devront exiger une action autonome de la C.G.T. dans la lutte contre la guerre et non cette confiance dans la Société des Nations qui reste livrée aux intrigues des impérialismes.

Certes, dans l'ensemble, nous ne nous faisons que très peu d'illusion sur la portée des décisions qui seront prises à ce congrès. Un long passé d'erreurs pèse encore trop fortement sur notre mouvement pour qu'il puisse s'en dégager immédiatement et sans secousses.

C'est pourtant là une œuvre qui s'impose d'urgence. Quoi qu'il arrive, nous devons rester les défenseurs acharnés des méthodes d'action directe et de l'indépendance du syndicalisme dans l'unité reconstruite.

La première bataille s'engage. Bonne chance à nos camarades délégués.

N. F.

INSTANTANE

L'HUMANITE de dimanche dernier nous contait que le centenaire Tchikine à 430 ans se trouvait parfaitement heureux dans le pays du Stakanovisme.

Selon les plumeux de l'HUMA non seulement Tchikine continue à travailler, mais encore il se déclare prêt à se mesurer avec bien des jeunes.

A la bonne heure, le vieux Tchikine semble avoir compris remarquablement bien les préoccupations des maîtres du paradis rouge.

Ainsi le rédacteur de l'HUMANITE lui prête les propos suivants : il y a des gamins qui, à 50 ans, veulent déjà aller se reposer. Ils s'abiment eux-mêmes la santé et moi, pour embêter les bourgeois, je continuerai à faire des tonnes pour la chouchoute Kolkhoznisme. Ecrivez-leur aux bourgeois dans tous les pays ».

Ces « sains » de mineurs qui viennent de faire triompher le principe de leur mise à la retraite à 50 ans, ne veulent décidément pas en faire une secousse. Comprendront-ils la leçon ?

Il est vrai, que ces propos sont peut-être purement inventés par les spécialistes de la propagande soviétique, pour dissuader les travailleurs russes de prendre leur retraite, afin qu'ils devancent le désir de leurs maîtres qui s'apprêtent sans doute à la leur donner avec un... élastique.

LE DÉMOL.

Le Front populaire triomphe sur toute la ligne

Le Front populaire est en joie ; les journaux qui le soutiennent chantent à en perdre haleine des hymnes d'allégresse. Et, dans toutes les chapelles où se multiplient les cérémonies rituelles de la nouvelle religion, ce ne sont que *Hosanna ! Alleluia ! et Te Deum !*

Il faut bien reconnaître que les brillantes victoires que le Front populaire ne cesse de remporter sur l'ennemi sont de taille et qu'elles entraînent déjà la certitude de l'écrasement prochain et total des forces de réaction dont les conjurés, radicaux, socialistes, communistes et cégétistes, ont fait le serment de poursuivre la débâcle définitive.

Ah ! ces victoires ! Bornons-nous à les énumérer.

Première victoire : Marcel Cachin est élu sénateur.

Deuxième victoire : Pierre Laval (cette ordure) est balayé et Albert Sarraut (cet homme pur et sans tache) le remplace à la présidence du Conseil.

Troisième victoire : la dissolution des ligues d'Action Française est ordonnée.

Quatrième victoire : Clamamus va rejoindre Cachin au palais du Luxembourg.

Encore quelques succès aussi éclatants que ceux-ci et le Front populaire aura bien mérité de la France, de la République et de la démocratie.

Sonnez, clairons ; battez, tambours !

Il est vrai que ces victoires ne font pas faire un pas à la triple réalisation du pain, de la paix et de la liberté.

Mais... patience. Ne brusquons rien. Donnons aux chefs du rassemblement populaire le temps de consolider les positions conquises et de préparer de nouvelles victoires.

Quelques semaines seulement nous séparent des batailles décisives qui sont en vue et sont annoncées pour le 29 avril et le 5 mai.

Amis, retenez bien la date du 6 mai 1936. Et vous aussi gravez-la dans votre mémoire, hommes épris de liberté, pacifistes assoiffés de désarmement général et de réconciliation mondiale, et vous aussi, travailleurs aspirant au bien-être ; oui, retenez cette date du 6 mai 1936. Elle ouvrira l'ère si ardemment désirée et si impatientement attendue où sera effectivement réalisée cette devise magnifique : *Pain, paix, liberté !*

Un ami qui se penche sur les pages que je noircis et suit ma pensée au fur et à mesure que je l'exprime, murmure à mon oreille :

« Eh ! là ! mon vieux, tu vas un peu fort. Ne prédis rien, n'annonce rien. Il y a bien assez — et même trop — de naïfs qui prennent leurs désirs pour des réalités, et au sérieux les promesses qui leur sont faites par les bateleurs et charlatans de la politique. Prends garde d'augmenter le nombre de ces jobards. Attends le 6 mai prochain et les mois qui suivront. »

Cet ami a raison. Attendons. Qui vivra verra.

SEBASTIEN FAURE.

A de nombreux amis

Je ne suis pas malade ; je ne souffre de rien. Mais je me sens très, très fatigué. C'est la conséquence d'une activité trop intense.

J'ai donc besoin de repos, c'est tout. L'espèce que quelques semaines suffiront.

Que mes amis se rassurent. Ces quelques lignes ont pour objet de chasser de leur esprit toute inquiétude.

S. F.

Notes et Glanes

♦ Mœurs staliniennes. 1^o dans le dix-huitième, les J. S. R. avaient organisé samedi dernier, un meeting contre le gouvernement Sarraut. Ils avaient posé des affiches qui ont été déchirées par les communistes ; 2^o dimanche, à Châteauneuf, un camarade vendait la Patrie Humaine et causait très amicalement avec un vendeur de l'Huma. S'ensuivit tout à coup un vrai et vrai, un mastard, un travailleur de la cellule, qui dit à son camarade-inférieur-vendeur-subordonné : « Laisse tomber ces types-là, ce sont des salopards. »

♦ La campagne électorale approche. Quelques gros sous de tous pour intensifier notre propagande, s. v. p. Mais surtout n'imitons pas le geste qui est prêt à nos camarades espagnols. A bas les politiciens, y compris les communistes. Et rappelez-vous que ce n'est pas avec un bulletin de vote que l'on fait la grève générale.

♦ La semaine dernière, à Pau, à la suite d'un accident de voiture, un caporal, ayant eu les intestins perforés, fut transporté à Toulon, situé à 200 kilomètres. Pourquoi ? Il n'y a pas de chirurgien militaire à Pau. Et un chirurgien civil ne doit pas opérer un militaire. Le petit gars en est mort... Mais le règlement a été respecté, scrupuleux. Vous avez compris ?

♦ Les décrets-lois Laval sur la presse viennent d'être appliqués. Le Journal Magazine a été saisi dimanche, parce qu'il parlait de la vie amoureuse d'un monsieur dont le métier consiste à être le chef d'un Etat étranger. Je proteste énergiquement contre cette atteinte à la liberté. Mais je me marre doucement en songeant que ce sont d'anciens larbins de Laval, des représentants les plus symboliques de cette presse venale, lèche-train de tous les gouvernements, des types qui n'ont jamais eu un mot de réprobation lorsque l'un des nôtres est tombé sous les coups des lois scélérates, je me marre, dis-je, en songeant que c'est l'un d'eux la première victime du magnignon. Y aurait-il une justice, quand même ?

HENRI GUERIN.

L'arrestation de Cottin

Une fois de plus notre camarade Emile Cottin est en butte aux persécutions policières. La presse de samedi nous a, en effet, annoncé qu'il venait d'être arrêté pour infraction à l'interdiction de séjour, dont il a été frappé après sa commutation de peine.

On se souvient que le 19 février 1919 Cottin logea dans le médiastin de Clemenceau une balle qu'on peut dire inoffensive puisque le « malaisant » vieillard à face de Kalmouk — ainsi que l'appellait Victor Méric — ne mourut que douze ans après à 89 ans.

Le III^e Conseil de Guerre appelé à « juger » Cottin estima que cette blessure bénigne valait bien la tête d'un homme.

Après une instruction de pure forme le 15 mars 1919 Cottin fut condamné à mort. Mais Clemenceau, à la suite d'une énergique campagne de presse dont le *Libertaire* fut l'initiateur, voulut bien condonner à Cottin la peine de mort. Cottin fut alors commué en dix ans de réclusion et vingt ans d'interdiction de séjour.

Cependant, un mois plus tard, Vilain, qui avait assassiné Jaurès, était acquitté !

Depuis sa sortie de prison, après de longues années de souffrance, Cottin fut constamment l'objet des tracasseries et des persécutions policières. A plusieurs reprises il fut arrêté et condamné pour infraction à la peine odieuse d'interdiction de séjour, dont on l'avait frappé lui, le généreux idéaliste, qui avait fait le sacrifice de sa vie à ses idées, tout comme les escarpes des quartiers interlopes que la police tolère parce qu'ils sont souvent ses meilleurs auxiliaires.

On a ajouté cette fois pour l'accabler une histoire de faux papiers et livrets militaires. Sans nous prononcer sur le fond de l'affaire, nous estimons que Cottin, mis dans l'impossibilité de gagner normalement son pain et de vivre tranquille, aurait eu toutes les raisons valables pour tenter de se mettre à l'abri des flics en déjouant leur surveillance.

Les partis du front populaire qui ont toutes les sympathies du gouvernement Sarraut, auraient un facile geste de justice élémentaire à accomplir en réclamant la libération de Cottin. Mais il est vrai que Cottin tout comme Loraux, comme le vieux Coutant — gérant de l'*Huma* — ne sont pas des personnalités politiques desquelles il y a un bénéfice électoral à tirer. Alors ils ne sont pas intéressants...

Contre l'illusion parlementaire

Notre initiative de constituer une **CAISSE SPECIALE**, pour nous permettre d'entreprendre une vaste besogne d'agitation pendant la campagne électorale, semble avoir rencontré l'approbation de nombreux groupes et camarades isolés, qui nous annoncent leur participation effective.

Ainsi que nous l'avons fait ressortir précédemment, il est indispensable que, pendant cette période, notre propagande s'exerce non seulement au sein des réunions publiques, mais aussi au moyen d'affiches, tracts, papillons, brochures et par une présentation appropriée de notre journal.

Tout ce travail est en préparation et sur le point d'être terminé. Mais, pour permettre un tirage aussi élevé que possible de chaque édition, il importe que, dès maintenant, chacun envoie son obole dont il pourra, par la suite, exiger le remboursement en affiches, tracts, papillons ou brochures à son choix.

Face à tous les partis qui s'efforcent de rassembler de grosses sommes pour perpétuer l'illusion parlementaire, les anarchistes doivent, eux aussi, savoir se regrouper en certaines circonstances pour accomplir leur œuvre d'éducation et de salubrité sociale.

Mais pour cela, pour permettre la réalisation de la besogne que nous vous proposons — et dont aucun anarchiste ne saurait se désintéresser — il faut que, dès à présent, vous adressiez votre souscription (en spécifiant la destination) à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal : Paris 596-03.

PREMIERS VERSEMENTS REÇUS

Groupe de Banlieue Sud, 100 fr. ; Jeunes Anarchistes, 50 ; Fédération Parisienne, 100 ; Groupe du 19^e, 25 ; Groupe du 14^e, 30 ; Groupe de Malakoff, 30 ; Américain, 10 ; Groupe de Saint-Nazaire, 28 ; G. Legay, (S.-et-M.), 14 ; Gouy, Nantes, 4 ; Orléans : Raoul Colin, 10 ; Tambour, 10 ; Cathelot, 10 ; Rousseau, 5 ; Bordier, 5 ; Eugène, 5 ; Marcel, 5 ; Marceau, 5 ; total : 55 ; Ander, 10 ; Frémont, 10 ; Epsilon, 10.

TRAVAILLEUR, SYNDIQUE-TOI !

Tout travailleur conscient doit être syndiqué.

Par le syndicat, il obtient de meilleures conditions de vie en tant que producteur et consommateur, par la lutte contre le surmenage et le chômage, pour la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires.

Par cette action, il prépare l'avènement de la société future qui doit aboutir à la suppression du patronat et du salariat, c'est-à-dire au communisme libertaire.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Dans quelques semaines, la bataille électorale sera commencée. Front populaire, allant des communistes aux radicaux et Front national, ralliant les divers partis de droite se disputent les sièges législatifs. Il y aura bien, de-ci, de-là, quelques candidats dits « indépendants », mais nous savons à quelle source impure s'abreuve cette indépendance.

De tous temps, les libertaires n'ont participé à cette compétition ou pour mieux dire à cette foire aux électeurs que pour en dénoncer les dessous malpropres, pour démontrer non seulement l'impuissance des parlementaires à réaliser les promesses dont ils sont d'autant plus prodigues qu'ils savent à l'avance ce qui en résultera, mais encore et surtout à mettre en garde le prolétariat contre la duperie que constitue le suffrage universel.

Y aura-t-il cette année quelque chose de changé ?

Verrons-nous cette fois, les antiparlementaires de toujours se ruer aux urnes pour assurer le succès des candidats du Front populaire ?

Je me hâte de dire que je ne le pense pas. Mais ces questions me sont venues à l'esprit après la lecture de l'édition de la Patrie Humaine à propos des élections espagnoles.

Les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. ont, paraît-il, contribué, dans une large mesure à assurer le succès du Front populaire en Espagne.

« Cette politique sans précédent dans l'histoire du mouvement anarchiste mondial — écrit la P. H. — aura certainement des répercussions au-delà des frontières espagnoles et plus particulièrement en France, car de nouveau va se trouver posée la question du parlementarisme ».

Je ne pense pas que cette « politique » puisse avoir en France une répercussion quelconque.

Car la situation n'est pas la même ici que de l'autre côté des Pyrénées.

Si les camarades espagnols n'ont trouvé que ce moyen — comme toute à la portée de tous — pour faire ouvrir les portes des prisons aux dizaines de milliers de prisonniers politiques, ce n'est certes pas moi qui me permettrai de les blâmer. Suivant un vieux proverbe : « Chacun voit midi à sa porte » et je n'ai jamais pu encaisser les critiques, les leçons que se croient autorisés à donner des camarades sans doute bien intentionnés mais résidant à des milliers de kilomètres du lieu de l'action.

Le résultat obtenu, c'est-à-dire les prisonniers libérés, les anars espagnols prendront-ils goût à la cuisine électorale ?

Il vaut mieux, à mon sens, attendre et leur faire confiance, ils ont donné assez de preuves de leurs capacités d'action.

Pour nous, en France, il n'y a absolument rien de changé. Tout le battage « antifasciste » ne nous fera pas tomber dans les bras d'un « fascisme » rouge, aussi dangereux pour notre liberté que celui de droite.

Nous savons, par expérience ce qu'il est capable de faire un gouvernement « de gauche » et que les lois scélérates qui ont été aussi votées par Jaurès sont également appliquées sauf avec un peu plus de rigueur sous Delbos que sous Bérard.

Certes le parlementarisme est une force, une force de corruption consciente et organisée, une force mauvaise que l'on doit combattre et contre laquelle, ont sans doute pensé les camarades espagnols, tout doit être employé, même la ruse !... — Pierre MUALES.

Erratum. — Dans mon dernier papier, les « collègues » du Palais-Bourbon ont passé l'âge d'être des « collégiens » mais les lecteurs, etc.

TRES, TRES LARGEMENT...

« Les engagés volontaires de la guerre ont droit à la Légion d'honneur. »

« De nombreux combattants de l'armée de terre ont obtenu satisfaction. »

« Il n'en est pas de même pour ceux de l'air qui attendent la décoration promise et largement méritée. »

« Nous nous permettons d'attirer l'attention de M. Marcel Déat en espérant etc., etc. »

Les gens de cœur et d'esprit qui lisent l'*Eure* auront été surpris de cette requête d'un journal qui se targue de n'être pas lu par les imbéciles même s'ils se rangent dans la catégorie des P. C. D. F.

Les aviateurs de la dernière ont largement mérité le bout de ruban, car dans ce métier-là plus on a tué, plus on a assassiné, plus on a détruit, plus on a visé juste, plus le mérite est grand et voilà pourquoi nous nous joignons à l'*Eure* pour demander à Déat, le copain ministre, de faire vite, très vite et de ne pas chicaner sur les rubans. Il y a tant de héros qui brûlent d'envie de faire savoir qu'ils ont bien et beaucoup tué, très très largement, le plus possible...

...ET APRES TOUT ?

Gustave Hervé, le gars qui n'a pas si mal tourné qu'on le supposait, se fait le défenseur acharné de l'alliance franco-russe.

Tout comme Thorez, il désire une France forte et puissante, tout comme Cachin, il aime son pays.

Gustave Hervé plaide pour la ratification du Pacte, attitude qui lui attire probablement la sympathie des bolcho-nationaux, et sûrement celle — somnante et trébuchante — de l'ambassade rouge de la rue de Grenelle. Verrons-nous le directeur de la *Victoire* donner son adhésion au Front Populaire lequel lui pardonnera sans doute, d'avoir jadis planté le drapeau là où vous savez. Vous saluez, lecteurs, mais songez donc que la réconciliation nationale et française n'en est pas à un miracle de moins et après tout Gustave et Marcel ne feraient pas si mauvais ménage que ça...

SYNDICALISME BOLCHEVIQUE !

L'*Humanité* de mardi dernier publiait un compte rendu d'une assemblée générale des dockers de Marseille qui montre comment les communistes conçoivent le syndicalisme. Lisez plutôt :

« Le drapeau du syndicat a été présenté aux dockers. Au milieu d'un vif enthousiasme, l'assemblée a décidé l'inscription sur le drapeau du nom de Thaelmann, le glorieux docker — honoraire — de Hambourg. »

Et le rédacteur d'ajouter que le directeur de la feuille locale bolcheviste *Rouge-Midi*, ayant été « reconnu » dans la salle, se vit inviter à monter à la tribune !

Voilà qui montre que les communistes n'ont pas changé, qu'ils entendent poursuivre leur expérience de bolchevisme des syndicats !

A la veille du Congrès de Toulouse, ces petits faits méritent d'être signalés. Que les délégués comprennent.

LES GANGSTERS DE LA POLITIQUE

Quand nous affirmons que le Parlement est le grand pourrisseur, on a coutume de nous taxer d'exagération. Pourtant, de nombreux exemples sont là pour prouver que les conquérants révolutionnaires du pouvoir sont surtout conquis par lui.

Combien d'avocats sans cause ont pu ainsi faire une brillante carrière. Combien de militants ouvriers ont changé de classe, et combien d'autres aventuriers suivront leurs traces !

A son tour, Compère-Morel, un des leaders tonitruants du socialisme... alimentaire, trouvant sa révolution terminée, vient d'adresser une lettre d'adieu à ceux qui lui en ont fourni naïvement les moyens.

Naturellement, Compère-Morel fournit une foule de bonnes raisons pour expliquer son geste, mais non la vraie, il va de soi.

Au nombre de celle-ci, nous relevons la suivante qui, dans la bouche d'un socialiste, vaut son pesant d'or :

« Le socialisme ne pourra résister à l'épreuve du temps que s'il laisse jouer l'inévitable loi de l'inégalité que la diversité des aptitudes et des facultés humaines lui imposera fatalement. »

C'est un langage qui n'est pas nouveau, puisque les conservateurs sociaux nous le ressortent à tous instants pour légitimer leur régime de rapine.

Compère-Morel, en changeant de classe, a adopté l'idéologie correspondante, si l'on peut dire.

A qui le tour, maintenant ?

LES POUX

Les discussions à la Chambre du pacte d'alliance franco-russe ont accru le conflit qui met aux prises les doriotes et les 100 %.

Doriot est sommé, à jet continu, par l'*Huma*, qui déverse le tonnerre des épithètes fleuries réservées aux relaps qui brisent avec la confrérie bolcheviste, cependant que les doriotes ripostent avec usure.

La bagarre est homérique et ne manque pas d'amuser fort la galerie dont nous sommes.

Que Doriot ait changé, qu'il soit un traître à la cause bolcheviste, peu nous chaut. C'est d'ailleurs là une évolution prévue par nous depuis longtemps. Notre camarade Anatymat, dans ses figures de politiciens, il y a quelques années, caricatura fort bien le personnage.

Mais où le spectacle qui nous est donné dépasse les bornes, c'est de voir certains spécimens de la jungle journalistique entrer en scène. Ainsi, les rédacteurs du *Canard Enchaîné*, dont les attaches avec Gringoire, la feuille fasciste de la famille Chiappe et plusieurs autres journaux du même cru, sont bien connues, admettent fort le député-maire de Saint-Denis ! Le *Merle Blanc*, son concurrent, de son côté, surenchérit en parlant des poux qu'ils font se couler !

Vrai ! C'est marrant.

Voilà un concert moraliste qui ne manque pas de nous prouver que l'ambassade bolcheviste de la rue de Grenelle n'est pas moins généreuse que l'ambassade tzariste.

Un peu de pudeur, messieurs, grignotez en paix. Car si il est des poux à se couler...

SANGLANT ANNIVERSAIRE

Il y a vingt ans, commençait la plus sanglante bataille de tous les temps : la bataille de Verdun.

Un journal du soir a cru devoir célébrer cet anniversaire en demandant à un de nos romanciers les plus nationaux, Henry Malherbe, ses souvenirs personnels. Nous en extrayons celui qu'on lira ci-dessous. Il est significatif de ce que la guerre peut révéler de bestialité dans l'être humain. Nous le dédions à nos va-t-en-guerre du Front populaire dont toute la politique extérieure, abandonnant l'internationalisme prolétarien, tend à faire accepter d'avance à la classe ouvrière une nouvelle hécatombe.

LE MANGEUR DE RATS

« Nuit et jour, nous étions harcelés par des rats. Un homme, qui dormait, avait eu une oreille arrachée par l'un de ces animaux répugnants. Un sous-officier — de l'Afrique celui-là — nous dit :

« — Vous allez voir comment on les capture chez nous ! »

Il se jeta à plat-ventre et happa avec ses dents un rat d'eau. Il le fit cuire et paria qu'il en mangerait. Le lendemain, il avait le corps couvert de rougeurs et d'abcès. Il ne s'en inquiétait nullement et continuait son service. Il s'était vengé. »

Les romanichels.

Du Congrès d'Amiens à Toulouse

LES discussions sur la question des cumuls ont rapidement élargi le débat, et chacune des tendances, en remontant dans le passé, s'est efforcée de trouver une justification de sa thèse.

Des syndicalistes ont beau jeu pour montrer que les pionniers du syndicalisme se préoccupaient de sauvegarder le mouvement ouvrier des méfaits de la politique. Mais cela ne gêne en rien les communistes qui soutiennent que les événements survenus depuis 1906 ont modifié les données du problème, et, de plus, ayant réussi à retrouver les traces de quelques éléments dissidents restés fidèles à l'esprit politique, à la pratique de l'électoratisme, ils en tirent argument pour tenter de nous convaincre que les traditions syndicalistes sont d'un caractère absolument différent de celui jusqu'ici admis sans conteste par les militants syndicalistes.

C'est là une argumentation qui ne trompera personne.

En vérité, si, en 1936, on ne percevait pas très bien les gros événements qui ont pu modifier la situation au point de rendre nécessaire un changement dans la structure du mouvement syndical, il est, par contre, une expérience encore actuelle, celle de la C.G.T.U., qui tend au contraire à démentir les affirmations communistes et rend plus désirable encore non seulement le maintien de l'indépendance absolue du syndicalisme, mais encore un retour à l'esprit d'Amiens.

La question se pose ainsi : le syndicat se doit de grouper tous les exploités de toutes tendances pour le soutien de leurs revendications corporatives et la poursuite de leur émancipation totale. Il apparaît donc clairement que le mouvement syndical doit rejeter rigoureusement toute tutelle politique, quelle qu'elle soit, tant il est certain qu'une centrale à étiquette politique ne saurait grouper que les fidèles de cette étiquette.

Une organisation syndicale sous la coupe d'un parti n'est plus qu'une annexe de ce parti. Prétendre le contraire, c'est condamner l'existence des syndicats.

La-dessus, tous les militants ouvriers non bolchevistes sont d'accord. Il fut même un temps où Monmousseau soutint une thèse identique. Ainsi, lors du 2^e Congrès de l'I. S. R., plaçant un discours entre ceux du trop fameux Nin et de Losovsky, d'une indigence effrayante, Monmousseau s'élevait contre la liaison organique imposée par Moscou aux sections nationales, ce qui équivalait pratiquement à mettre une pancarte communiste sur leur porte et à rejeter les travailleurs d'autres tendances.

L'anarchisme et le communisme, disait l'homme de 1910, s'opposent en tant que Partis (il aurait pu ajouter également le socialisme et le syndicalisme), « comme ils s'opposent en tant qu'idéologie. Vous comprenez que, si en France, en Italie et dans tout autre pays où les anarchistes ont conquis une influence dans le mouvement syndical, on établissait une liaison organique directe, permanente, avec le Parti communiste, ce serait rejeter automatiquement du sein des organisations syndicales les camarades qui appartiennent non seulement aux groupements anarchistes, mais qui appartiennent aussi à tous les groupements qui se sont constitués à l'extérieur du syndicalisme.

C'est, à mon sens, une grave question, pour laquelle Monmousseau.

« Si la C.G.T. avait adhéré l'année dernière à l'I. S. R. en acceptant la liaison organique, il y aurait en France peut-être trois C.G.T. à l'heure actuelle, et pas de Parti communiste. La révolution en serait-elle plus avancée ? L'I. S. R. en serait-elle plus puissante ? Je le demande. En tout cas, on peut dire qu'une liaison organique doit aboutir mécaniquement à la rupture des tendances au sein du mouvement syndical, lorsque ces tendances correspondent à des groupements extérieurs qui les stimulent du dehors. »

Voilà qui est clair. Monmousseau et ses amis de tendance condamnaient alors nettement la subordination du mouvement syndical comme constituant en fait un danger mortel.

Il est vrai que, depuis la bolchevisation des consciences est survenue. Les communistes infiltrés et organisés en fraction dans les syndicats encerclèrent peu à peu et firent prisonniers un à un les dirigeants syndicaux pour la plupart corrompus par un long séjour dans les bureaux. Ceux-ci, bientôt placés devant le dilemme de servir ou de retourner au boulot, eurent tôt fait d'opter, à quelques honnêtes exceptions près, pour le fromage.

A l'époque, le « gros événement » auquel les communistes font actuellement font discrètement allusion s'était produit, et pourtant, Monmousseau et ses partisans qui s'affirmaient à tout instant des fervents de la révolution russe, restaient convaincus de la nécessité de l'indépendance du mouvement syndical. Alors ? On ne comprendrait plus si leur attitude et leurs prétentions actuelles ne s'expliquaient par les ravages de la bolchevisation.

Au vrai, nous le répétons, l'expérience de quinze années de division et la confusion dangereuse de la situation présente imposent impérieusement le retour à l'esprit de la motion d'Amiens.

Aujourd'hui, comme en 1906, les prétentions des partis politiques ne se justifient en rien, leur carence reste complète, le mirage parlementaire entier.

Le Parti socialiste était dénoncé comme un parti de politiciens arrivistes, préoccupés d'acrobies parlementaires. A-t-il changé ? Il serait osé de le prétendre.

Le Parti communiste, de son côté, après s'être affirmé pour la lutte des classes, après avoir nié l'efficacité des « luttes » parlementaires, sombre à son tour dans l'électoratisme le plus déprimant. Il n'est pas douteux qu'il a abandonné tout ce qui avait fait son originalité. Rien ne le distingue plus du parti socialiste, sinon peut-être encore, son langage mal adapté à ses nouvelles préoccupations.

Le mouvement syndical se trouve devant deux partis politiques également faillis, dont l'impuissance au lendemain de prochaines élections se révélera à nouveau complète.

Ah ! comme trente ans après, la motion Renard opposée à celle de Griffuelhes apparaît utopique, dérisoire, mais.

Décidément, il n'est pas possible que la majorité des délégués au Congrès de Toulouse puissent éprouver la moindre hésitation, pour proclamer clairement, impérieusement, définitivement, l'indépendance absolue du mouvement syndical.

J. RIBEYRON.

LA CHARTE D'AMIENS

« Le Congrès Confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C.G.T. La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... »

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la « lutte de classes » qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

« Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc ;

« Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à toutes formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le Syndicat des opinions qu'il professe au dehors ;

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale. »

Après la bagarre de la rue Asseline

On nous communique :

L'attentat royaliste contre Léon Blum a provoqué dans divers quartiers la réaction de la classe ouvrière. Dans le 14^e en particulier, les travailleurs de toutes tendances et de toutes les organisations ouvrières, soulevés de colère, ont dans la bagarre de la rue Asseline manifesté leur volonté de corriger les assassins d'A. F.

Seul le Parti communiste a cru après coup, devoir se désolidariser de cette action et tenter ouvertement dans un but de faire retomber la manifestation de la colère des travailleurs sur nos organisations et d'orienter les recherches de la police sur les « trotskystes ».

A la suite d'une dénonciation vient d'être arrêtée notre camarade Levaque, membre du groupe Bolchevick-Léniniste et membre du Comité Central des Jeunes Socialistes Révolutionnaires.

Nous tenons à protester contre cette arrestation arbitraire du gouvernement Sarraut-Delbos dictée uniquement par l'esprit de classe et par des motifs politiques et même pas « justifiés » par un semblant de preuve juridique.

Dans le même temps nous tenons à déclarer notre solidarité avec notre camarade Levaque qui a courageusement déclaré qu'il approuvait pleinement l'action des travailleurs de la rue Asseline tout en regretant de n'y avoir pas participé.

Nos deux organisations I.S.R. et G.B.L. qui n'apportent rien à la S. F. I. O. et qui ont d'ailleurs été exclues pour avoir pratiqué face à la mollesse des chefs socialistes une politique intransigeante de classe, tiennent à affirmer hautement qu'elles approuvent l'action des travailleurs de la rue Asseline.

Nous sommes les promoteurs du mot d'ordre des milices ouvrières. Notre règle d'action contre les bêtes enragées du fascisme est « pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule ».

Nous restons fidèles à la doctrine de Marx-Lénine et Trotsky.

Nous n'avons rien de commun avec ceux qui trahissent les ouvriers en les dupant avec la « réconciliation nationale » et en les traînant à la remorque de Sarraut l'homme « du communisme, voilà l'ennemi ».

Le bureau politique des I.S.R. et du G.B.L.

Les damnés de la terre

La fin de l'année avait été marquée par la tenue, à Amiens, du XV^e Congrès syndicaliste (1).

Amiens marquera une date décisive dans l'histoire du prolétariat français, affirmait Magneux qui avait suivi ce Congrès avec attention.

Au Parti Socialiste (la fraction guesdiste surtout), qui rêvait de mettre les syndicats à la remorque de l'organisation parlementaire, Amiens enlevait tout espoir. « On est assez grand pour marcher tout seul, on n'a pas besoin de béquilles, ni de visières. » Au début de la C. G. T., remarquait Bousquet, les socialistes n'avaient pas tant de sollicitude pour la classe ouvrière. Niel a rappelé aussi qu'à Londres, Guesde (Guesde, toujours Guesde ! disait Magneux) avait dit avec mépris : Pour faire un syndicat ce n'est pas difficile, il suffit d'acheter un timbre en caoutchouc de vingt-cinq sous. T'entends, Radigond ?... Et Magneux reprenait :

Niel a dit des choses justes : que l'ouvrier avant d'être un citoyen est un salarié. Il y a unité de vue sur le terrain politique. Le syndicalisme groupe tous les ouvriers (2). Mais, objectait Radigond, l'action des syndicats n'en est pas moins, comme le dit Renard, limitée par la loi.

Momentanément ! affirmait Magneux. Tu peux d'ailleurs le vanter, ton Renard, qui se figure que la suppression du salariat ne pourra être obtenue que par la main-mise sur le pouvoir politique !...

Et Magneux de blaguer le militant du Textile qui, citant des chiffres, en évoquant les résultats obtenus dans le Nord où les militants menaient de pair l'action politique, l'action syndicale, l'action coopérative, avait dans son désir de persuader le Congrès, groupé les syndicats d'organisation jaunes avec les syndicats rouges ; ce qui l'avait fait durement reprendre par Merheim :

« Il faut délaquer des 315 syndicats dont nous parle Renard, au moins 130 syndicats jaunes ! A Tourcoing, notamment, il y en a 110. Les syndicalistes politiques du Nord ont-ils le droit de les compter à leur actif ? Les guesdistes sont glorieux de leurs cabédrales, belles laquées, mais c'est tout. »

Qu'est-ce que tu dis de ça, toi, Radigond, que leur tactique à ceux du Nord admette que le Syndicat textile de Roubaix compte des maçons, des charpentiers, des chaudronniers, des mécanos ! Des gars de toutes les corporations, quoi ! Ça doit être facile de se défendre !

— Il y a le pour et le contre, opinait Radigond.

— Non ! coupait son ami. Je te répondrais par ce que disait Merheim, à ton Renard :

« Vous faites du syndicat un groupement inférieur, qu'il leur a dit, vous ne voulez pas qu'il sorte de la légalité pour que sur le terrain politique il ne puisse mener action. Nous affirmons, au contraire, qu'il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire. Les ouvriers n'ont pas à porter leurs désirs aux députés qui sont incapables de leur donner complète satisfaction. »

Et c'est comme cet autre freineur de Keufer... « Que faire ? que faire ? » ironisait Magneux ; c'est tout un programme. Keufer qui reprochait à la C. G. T. de n'être plus dans la direction fixée par le Congrès de Limoges, et de faire de l'antimilitarisme. La C. G. T. doit garder une neutralité absolue en matière de philosophie. « Ne pas respecter la neutralité, c'est briser l'unité morale du prolétariat français. » Griffuelhes n'a pas eu de mal à réduire à rien son argumentation. « Dans tous groupements il y a lutte, l'ordre du jour que désirent nous faire accepter Keufer serait la négation de la vie qui est faite du choc des idées.

L'unité morale pourrait se faire si on cherchait à la réaliser contre le pouvoir et en dehors de lui... Ce qu'il faut voir, c'est que ce n'est pas l'influence anarchiste, mais celle du pouvoir qui entraîne à la division ouvrière. Exemple les mineurs. En 1901, on s'opposait à la grève pour ne pas gêner l'œuvre socialiste de Millerand, Waldeck-Rousseau... Qui, mon vieux Radigond, voilà pour tes socio-parlementaires ! Comme l'exposait Griffuelhes, il y a d'un côté ceux qui regardent vers le pouvoir et, de l'autre, ceux qui veulent l'autonomie complète contre le patronat et contre le pouvoir. C'est en ce sens que s'est manifestée l'action de la C. G. T. et le développement considérable qui en a été la conséquence intime la thèse du Textile ; l'accroissement de la C. G. T. a été parallèle à l'accentuation de sa lutte. Il n'y a donc pas nécessité à modifier son organisme qui a fait ses preuves, mais au contraire de déclarer que la C. G. T. doit rester telle que ces dernières années.

La majorité du Congrès en avait décidé ainsi, repoussant par 854 suffrages contre 30 et quelques voix la motion Renard qui, considérant que les élus du P. S. avaient toujours proposé et voté des lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière, voyait intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité confédéral et le Conseil National du Parti Socialiste. Le Comité confédéral était invité à s'entendre, chaque fois que les circonstances l'exigeaient, avec le Conseil National du Parti, soit par des délégations intermittentes ou permanentes pour faire plus facilement triompher les principales réformes ouvrières. Le Congrès avait notifié que la C. G. T. était la seule organisation de lutte réelle de la classe ouvrière et que le Syndicalisme n'avait pas besoin d'intervention extérieure.

Pour Magneux, syndicaliste libertaire, la charte d'Amiens était une victoire personnelle.

HENRY POULAILLE.

Les Damnés de la terre.

(1) Congrès d'Amiens du 8 au 13 octobre 1906. (2) Pour défendre leurs salaires ils marcheront tous d'accord. Il faut chercher tout ce qui unit et non ce qui divise. La politique divise les ouvriers, le syndicalisme les groupe vers le même but. Le socialisme politique aveugle les ouvriers en leur faisant croire qu'ils ne peuvent rien obtenir que par l'Etat ; le syndicalisme les libère de ce fétichisme et leur apprend qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

(NIEL.)

L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro les chroniques de Bailleue et de Province et plusieurs articles. Que tous nous excusent.

Le Syndicalisme devant la Guerre

Nous ne discuterons pas sur le point de savoir si le syndicalisme peut et doit s'occuper de la question de la guerre. La chose nous paraît évidente et la tradition syndicale d'avant guerre nous apporte ici une pleine confirmation. Le syndicalisme est l'organisation par excellence de la classe ouvrière et, comme tel, il ne peut pas se désintéresser de la guerre dont la classe ouvrière fait les frais. D'un autre point de vue, si nous pouvons espérer une réaction contre la prochaine guerre, contre la guerre prochaine, nous voulons dire un mouvement de masse qui puisse aboutir à autre chose qu'à une révolte individuelle et désespérée, c'est parce que le syndicalisme, au contraire des partis politiques, constitue un organisme relativement sain et capable de clairvoyance et d'héroïsme.

Depuis l'expérience de 1914 nous conduits à penser qu'il serait dangereux de surestimer cette clairvoyance et cet héroïsme. Les masses syndicalistes et les hommes qu'elles ont portés aux postes responsables peuvent avoir des défaillances de l'intelligence et du cœur. L'histoire du syndicalisme d'avant guerre est encore à faire et, singulièrement, le chapitre qui traitera de la faillite devant l'impérialisme. Je pense que cette histoire démontrera clairement que c'est d'abord l'intelligence qui a capitulé. Il faut le dire, les hommes de 1914 n'ont pas compris que la guerre qui venait était une guerre comme les autres. Ils se sont laissés prendre aux mensonges officiels qui la leur présentaient comme une lutte de la démocratie contre le despotisme et s'ils se sont ainsi laissés prendre, c'est qu'ils étaient mal préparés à repousser le mensonge, c'est que leur représentation des choses, leur conviction était encore obscure et plus sentimentale que rationnelle. Nous n'en voulons tirer que cette conséquence qu'il appartient au syndicalisme d'apporter à la classe ouvrière une démonstration parfaitement claire sur la nature de la guerre qui vient. Cette démonstration est d'autant plus nécessaire que les partis politiques, épaulant une fois de plus l'action du capitalisme, travaillent à créer les plus grossiers mensonges et habituent le prolétariat à penser cette fois encore que cette guerre exceptionnelle serait une guerre de libération, une guerre de classes de caractère non impérialiste, mais antifasciste.

Nous ne voulons point répondre à ces sophismes puisque, aussi bien, nous l'avons déjà fait ici même. Nous nous inquiétons seulement de savoir quelle

sera l'attitude du syndicalisme devant cette urgente obligation d'éclairer la conscience des masses. L'acceptera-t-il pleinement, sans faux-fuyants hypocrites, en pleine conscience de ses écrasantes responsabilités ? Le congrès de Toulouse, qui va s'ouvrir dans quelques jours, nous apportera une réponse. Nous souhaitons qu'elle soit nette et précise et apporte aux millions de travailleurs abusés par la propagande des partis, cette impeccable démonstration qui, seule, peut emporter l'adhésion réfléchie des hommes voués aux prochains massacres. Qu'on ne dise pas, surtout, que le congrès de Toulouse a d'autres préoccupations, d'autres luttes à mener, plus immédiates, plus syndicalistes. En fait, il n'en est point de plus nécessaires et qui répondent plus immédiatement à l'intérêt des travailleurs dont la guerre verra l'anéantissement. Il ne s'agit pas ici de jouer sur les mots et d'arguer d'un purisme qui ne serait qu'une dérobade. Avant tout il faut agir pour barrer la route à la guerre.

Nous ne pouvons donc que souhaiter un débat aussi large que possible et allant au fond du sujet. Il ne sera donc pas permis d'évoquer des ombres et de se fonder sur des abstractions comme semble vouloir le faire le bureau confédéral. Il faudra étudier la nature et le rôle de la S. D. N., démontrer le mécanisme de la sécurité collective, retracer l'action de Genève dans le conflit italo-éthiopien. Il faudra aussi parler du pacte franco-soviétique et des perspectives qu'il ouvre à la paix. Il faudra enfin analyser objectivement les motifs d'une nouvelle guerre, de l'inévitable guerre impérialiste qui se propose un nouveau partage du monde et dans laquelle toutes les puissances, y compris l'U.R.S.S., auront leur rôle à jouer.

Voilà quel devra être l'objet essentiel du débat. Et alors le congrès devra décider. Il choisira entre une politique d'aveuglement qui peut consister soit en un acte de foi dans la S.D.N., soit dans l'acceptation délibérée autant que criminelle d'une pseudo guerre d'émancipation et une politique de clarté, s'inspirant des traditions de la classe ouvrière et qui ne peut consister qu'en un refus total, inconditionnel et viril de toute guerre entre les peuples. Nous ne pouvons pas croire que le congrès de Toulouse n'incline en faveur de cette seconde politique et qu'ainsi le prolétariat, se détournant des sophismes mortels ne sauve l'humanité en se sauvant lui-même.

LASHORTES.

Après les Elections espagnoles

Les anarchistes d'Espagne n'ont pas voté

On me signale de divers côtés le dernier éditorial de la Patrie Espagnole ayant pour titre : Les élections espagnoles, et on me demande ce que j'en pense.

Je ne manquerai pas de dire et je le dirai aussitôt que :

1^o Je saurai à quelle source le rédacteur de cet éditorial a puisé ses renseignements. (Je le demande aujourd'hui même à mon ami Tourly, directeur et rédacteur en chef de la P. E.) ;

2^o J'aurai reçu certaines informations directes, précises, authentiques qui me sont annoncées et qui compléteront la documentation que je possède déjà.

Toutefois dès aujourd'hui, je suis en mesure d'opposer un démenti catégorique à quiconque ose prétendre que les libertaires espagnols ont renoncé à leur abstentionnisme de principe et de fait.

Il n'y a en Espagne, qu'une organisation anarchiste qui compte, c'est la Fédération anarchiste ibérique (la F.A.I.).

Aux récentes élections espagnoles, cette puissante et active fédération a maintenu sa position de toujours. Il est faux, archifaux, d'avancer qu'elle est allée rejoindre le troupeau qui vote.

Voilà ce que, dès à présent, je puis affirmer, et cela suffit, je pense, à souligner la regrettable... légèreté (pour ne pas dire plus) avec laquelle, cédant sans doute à l'habitude de prendre ses désirs pour la réalité, l'auteur de l'article en question s'est appuyé sur le témoignage plus que suspect de Gil Robles pour dire que les libertaires espagnols ont pris part au vote et s'est, par surcroît, permis de donner aux anarchistes de France des conseils dont ceux-ci n'ont que faire et dont, à coup sûr, ils ne tiendront aucun compte.

SEBASTIEN FAURE.

Les élections espagnoles et la C.N.T.

La position de la C. N. T. était claire et bien définie en regard des élections. Si les syndiqués individuellement avaient le droit d'agir comme bon leur semblait, voter ou pas, il n'en était pas de même des syndicats et de la C. N. T. qui avaient décidé de ne participer en rien aux élections et de se refuser à soutenir ou à combattre les partis politiques en compétition.

Quelques éléments avaient bien essayé au sein de la C. N. T. de défendre les partis de gauche, mais sans succès. Ce sont certainement ces éléments qui ne se tenant pas pour battus, se servaient du nom de la C. N. T. pour leur propagande par affiche, et par la parole, ce contre quoi les camarades espagnols protestèrent énergiquement dans « Solidaridad Obrera » du 16 février, montrant aux ouvriers dans quel but peu noble, certains policiers se déclaraient d'accord avec l'idéologie de la C. N. T.

La C.N.T. pendant la période électorale invita le prolétariat espagnol à se tenir en état d'alerte, puis sur pied de guerre, prêt à barrer la route à la conjuration fasciste.

Les événements prouvent que les camarades avaient raison, puisque les journaux nous ap-

prennent que les fascistes avaient préparé un coup de main pour s'emparer du pouvoir. La gauche sort victorieuse des élections, la droite est en déroute. Un succès inespéré comme les gauchistes espagnols.

Que vont-ils faire ? Sauront-ils profiter de cette victoire pour réaliser les réformes promises ? Un proche avenir nous fixera.

UNION ANARCHISTE

NOTRE TOURNÉE

Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Tel est le sujet que traitera notre camarade Frémont dans les localités suivantes :

Samedi 29 février, à LUNEL.
Dimanche 1^{er} mars, à MARSEILLE.
Mardi 3 mars, à LA CIOTAT.
Mercredi 4 mars, à TOULON.
Jeudi 5 mars, à LYON.
Vendredi 6 mars, à OULLINS.
Samedi 7 mars, à GENEVE.
Dimanche 8 mars, à CHAMBERY.
Lundi 9 mars, à RIVE-DE-GIER.
Pour tous renseignements, s'adresser au secrétaire du Groupe organisateur : L. ESTEVE, Maison Gaillard, route de Carcassonne, Narbonne (Aude).

LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES

Prenez garde ! le jour où le socialisme viendrait à disparaître, vous seriez alors livrés sans défense aucune à toutes les représailles individuelles, à toutes les vengeances privées. Et c'est nous qui, en montrant aux travailleurs un affranchissement collectif, sortant et ne pouvant sortir que d'une action politique commune, C'EST NOUS QUI CONSTITUONS EN REALITE LA PLUS GRANDE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES SUR LA VIE POUR LES FÉDÉRAUX DE L'INDUSTRIE.

Tant pis pour vous, surtout, si la propagande et l'organisation socialiste venaient à subir une éclipse momentanée. Vous vous trouveriez en face de désespoirs et de haines accumulés dont rien ne pourrait empêcher l'explosion.

JULES GUESDE, discours prononcé au Parlement le 16 juin 1896.

LA MUSE ROUGE

Groupe des chansonniers révolutionnaires. Dimanche 1^{er} mars, en matinée à 14 h. 30, goguette, salle du Clair de Lune, 15, rue de Vanves ; au programme :

Georges Yvelot

« La Chanson révolutionnaire et la Muse Rouge. Quelques figures de chansonniers disparus ».

Les chansonniers et artistes Frédy, H. Picard, C. Aubry, F. Gibert, G.-M. Gouté, Jane Montell, Ch. d'Avray, etc.

Invitation cordiale à tous. Entrée : 3 fr. ; enfants : 1 franc.

Les fonctionnaires et le mouvement syndical

Dans la C. G. T. réunifiée, les fonctionnaires comptent pour près de la moitié des effectifs. La Fédération de l'Enseignement, dont le congrès de fusion s'est tenu à Magic-City le 28 et le 29 décembre dernier, constituera à elle seule, avec ses 93.000 adhérents, le dixième des cotisants de la nouvelle organisation issue de l'Unité. Il serait vain de se dissimuler l'importance de ces chiffres et de nier l'influence que ne manqueront pas d'avoir sur les décisions du Congrès de Toulouse les organisations de fonctionnaires. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire d'essayer ici d'apprécier le plus objectivement possible la mesure et la portée de cette influence, c'est-à-dire en peu de mots l'état d'esprit des fonctionnaires à la veille de l'Unité.

Jusqu'à ces dernières années, à la C. G. T., comme à la C. G. T. U., une certaine méfiance — mi-avouée le plus souvent — régnait dans les milieux ouvriers, à l'égard de « Messieurs les Ronds-de-Cuir ». On les soupçonnait d'être plus attachés à leurs intérêts personnels qu'à ceux de l'ensemble des salariés, et moins combattifs à l'égard de l'Etat-patron que le plus timide des manœuvres. Depuis l'apparition de la crise en France, les choses ont changé. La combattivité a changé de place et les fonctionnaires ont éprouvé le besoin de se défendre plus énergiquement ; leurs organisations syndicales ont alors pris une importance de plus en plus grande dans le sein de la C. G. T. et à la C. G. T. U. les cadres ont été rapidement remplis par des « travailleurs de l'Etat ». Ces faits semblent donner raison à la théorie qui veut que plus leurs conditions de vie sont attaquées, moins les hommes se défendent ; que la misère abat les individus et les conduit à la résignation — ou à la lutte fratricide ; que l'énergie dans la lutte contre les grands responsables, contre les requins, dépend du niveau de vie des hommes.

Pendant la « période de prospérité », les fonctionnaires, accrochés aux basques du gouvernement, obtenaient péniblement des « ajustements », des « indemnités », augmentations déguisées de leurs salaires dont la base changeait peu. Cette méthode devait permettre au gouvernement Laval, à coups de décrets-lois, de réduire, parfois de moitié (1), le « pouvoir d'achat » des fonctionnaires, sans toucher à leur traitement de base. De sorte que les « grandes » victoires passées de l'action syndicale des fonctionnaires se sont révélées à l'épreuve d'une fragilité dérisoire (2).

L'action menée aujourd'hui « contre » les décrets-lois apparaît, au premier coup d'œil, aussi burlesque. Et pourtant elle a déjà produit des résultats ! Des résultats qui ont été qualifiés de satisfaisants par bon nombre de fonctionnaires syndiqués ! Une première « humanisation » a supprimé, pour les traitements inférieurs à 8.000 francs, le prélèvement de 10 % institué par un des décrets du 16 juillet 1935. Le dernier numéro de l'*Ecole Libératrice* enregistre en caractère gras que « la commission d'administration générale a conclu à l'abrogation du décret-loi en ce qui concerne l'augmentation d'une année des délais d'ancienneté... pour obtenir un avancement de classe ou d'échelon ». Mais que sont ces « satisfactions » humanitaires à côté du flot des décrets-lois qui, en bouleversant de fond en comble les rapports de l'Etat et de ses employés, a complètement détruit les règles jusque-là acquises par le syndicalisme au bénéfice de ceux-ci.

Qu'est-ce qui fait donc la faiblesse du mouvement syndical chez les fonctionnaires ? D'une part, il s'est laissé pénétrer par les organisations propres des « fonctionnaires d'autorité ». Agents de police, agents des douanes, agents militaires, gardiens de prison sont autant de salariés de l'Etat qui

(1) Cas des institutrices de la Seine, mariées à un instituteur, notamment.
(2) Sans vouloir développer ici que l'on compare la forme, la durée et les résultats des luttes des travailleurs de l'industrie privée pour la réduction de la journée de travail.

(Suite)

III

Si l'Internationale se montre d'abord indulgente pour les idées conservatrices et réactionnaires, soit en politique, soit en religion, que des ouvriers peuvent avoir en entrant dans son sein, ce n'est pas du tout par indifférence pour ces idées. On ne peut la taxer d'indifférence, puisqu'elle les déteste et les repousse de toutes les forces de son être, toute idée réactionnaire étant le renversement du principe même de l'Internationale, comme nous l'avons déjà démontré dans nos précédents articles.

Cette indulgence, nous le répétons encore, lui est inspirée par une haute sagesse. Sachant parfaitement que tout ouvrier sérieux est un socialiste par toutes les nécessités inhérentes à sa position misérable, et que ses idées réactionnaires, s'il en a, ne peuvent être que l'effet de son ignorance, elle compte sur l'expérience collective qu'il ne peut manquer d'acquiescer au sein de l'Internationale, et surtout sur le développement de la lutte collective des travailleurs contre les patrons, pour l'en délivrer.

Et, en effet, du moment qu'un ouvrier prenait foi dans la possibilité d'une prochaine transformation radicale de la situation économique, associée à ses camarades, commençait à lutter sérieusement pour la diminution de ses heures de travail et l'augmentation de son salaire, du moment qu'il commençait à s'intéresser vivement à cette lutte toute matérielle, on peut être certain qu'il abandonnera bientôt toutes ses préoccupations célestes, et que, s'habituant à compter toujours davantage sur la force collective des travailleurs, il renoncera volontairement au secours du ciel. Le socialisme prend dans son esprit la place de la religion.

Il en sera de même de sa politique réactionnaire. Elle perdra son soutien principal à mesure que la conscience de l'ouvrier se verra délivrée de l'oppression religieuse. D'un autre côté, la lutte économique, en se développant et en s'étendant toujours davantage, lui fera connaître de plus en plus, d'une manière pratique et par une expérience collective, qui est nécessairement toujours plus instructive et plus large que l'expérience isolée, ses ennemis véritables, qui sont les classes privilégiées, à savoir le clergé, la bourgeoisie, la noblesse, et l'Etat ; ce dernier n'étant là que pour sauvegarder tous les privilèges de ces classes, et prenant nécessairement toujours leur parti contre le prolétariat.

L'ouvrier, ainsi engagé dans la lutte, finira

n'ont aucun intérêt à la disparition de l'Etat ni du salariat, qui sont de par leur fonction les serviteurs et les soutiens du régime, tout comme les militaires de tout acabit, gendarmes, gardes républicains, officiers et sous-officiers de métier pour qui l'obéissance « *perinde ac cadaver* » est la seule règle intellectuelle, économique et sociale...

Ce qu'il faut dire, c'est que les « fonctionnaires de gestion » et « les agents des services publics », s'ils ne sont pas condamnés au silence, n'ont pas, dans leur ensemble, une autre mentalité. Ils ne sont et ne peuvent pas être révolutionnaires. Réformistes à cause de leur « position sociale », ils transportent leur réformisme — involontairement ou non — dans le mouvement syndical. Même l'ancienne Fédération autonome des fonctionnaires et, dans le sein de celle-ci, le Syndicat des Indirectes, qui font aujourd'hui figure d'éléments avancés de la Fédération réunifiée, ne sont pas et ne peuvent pas être, dans leur ensemble, contre l'Etat-patron. Même les instituteurs, dont le rôle a été des plus actifs dans la reconstitution de l'Unité (mis à part le changement opéré dans l'ancienne C. G. T. U. par la volonté de Moscou), même les instituteurs bornent leurs revendications à la constitution d'un « bon » gouvernement. Hier, c'était le cartel des gauches, demain ce sera le « Front populaire ». Loin de mettre les masses en garde contre les politiciens, et de leur donner confiance en elles-mêmes, on leur demande de s'abandonner à eux, qu'ils leur « rappellent », s'il y a lieu, l'urgence de la tâche de réorganisation économique qui doit être accomplie, coûte que coûte, pour tirer les travailleurs de la misère et écarter définitivement la menace de la dictature et de la guerre » (3).

Réformistes parce que dépendant de l'Etat, les fonctionnaires ont, d'un autre côté, introduit leurs méthodes dans l'ancienne C. G. T. Ils ont fait accepter par une bonne partie de la classe ouvrière la politique de temporisation, de démarches auprès des pouvoirs publics et des groupes parlementaires et, dans nombre de conflits, c'est à la demande même des syndicats intéressés que le gouvernement (ministre ou préfet) est pris comme arbitre ! Surtout le syndicalisme des fonctionnaires est éminemment responsable de la mentalité qui tend à se répandre et contre laquelle les syndicalistes se doivent de lutter de toutes leurs forces : à savoir que les travailleurs ne sont pas assez grands pour connaître leurs besoins et la manière de les satisfaire, et qu'il faut, pour les éclairer sur ce point, une « élite », des « intellectuels », des « cerveaux ». C'est une chose que de proclamer : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » C'en est une autre que de faire passer cette formule dans les faits. Or, nombre de fonctionnaires ont déjà (en toute bonne foi) l'impression qu'ils sont indispensables dans leur emploi et que le commun des mortels ne saurait assumer les mêmes responsabilités. De là à introduire cet esprit dans les syndicats, il n'y avait qu'un pas, et il fut vite franchi. De là l'élaboration en petit comité du fameux « Plan » de la C. G. T. De là l'effort de propagande parti du centre en faveur de ce plan. Nous ne serions pas anarchistes si nous ne pensions pas que l'éducation est avec l'action le vrai moyen de propagande. Mais il y a un abîme entre la conviction longuement mûrie, l'opinion, les principes solidement ancrés par la réflexion et le contact journalier des besoins et des injustices, et l'adhésion emportée à mains levées à la fin d'un discours.

Les fonctionnaires sont encore responsables du maintien (pour ne pas dire de l'extension) dans les syndicats de la coutume qui veut que « ceux qui s'en occupent » soient continuellement réélus aux postes responsables, alors que tous les efforts des syndicalistes de l'époque héroïque avaient tendu à faire triompher le principe contraire. La réligibilité des « fonctionnaires syndicaux » donne dangereusement à certains individus le goût du pouvoir sans contrôle, ou avec une illusion de contrôle et, ce que l'on a obtenu par la faveur des camarades, ou à

(3) André Delmas, *L'Ecole Libératrice*, n° 20, 22 février 1936.

forcément par comprendre l'antagonisme irréconciliable qui existe entre ces suppôts de la réaction et ses intérêts humains les plus chers, et, arrivé à ce point, il ne manquera pas de se reconnaître étroitement comme un socialiste révolutionnaire.

Il n'en est pas ainsi des bourgeois. Tous leurs intérêts sont contraires à la transformation économique de la société ; et si leurs idées y sont contraires aussi, si ces idées sont réactionnaires, ou, comme on les nomme poliment aujourd'hui, modérées ; si leur intelligence et leur cœur repoussent ce grand acte de justice et d'émancipation que nous appelons la révolution sociale ; s'ils ont horreur de l'égalité sociale réelle, c'est-à-dire de l'égalité politique, sociale, et économique à la fois ; si, dans le fond de leur âme, ils veulent garder pour eux-mêmes, pour leur classe ou pour leurs enfants, un seul privilège, ne fût-ce que celui de l'intelligence, comme le font aujourd'hui beaucoup de socialistes bourgeois ; s'ils ne détestent non seulement de toute la logique de leur esprit, mais encore de toute la puissance de leur passion, l'ordre de choses actuel, — alors on peut être certain qu'ils resteront des réactionnaires, des ennemis de la cause ouvrière toute leur vie. Il faut les tenir loin de l'Internationale.

Il faut les en tenir bien loin, car ils ne pourraient y aller que pour la démolir et pour la détourner de sa voie. Il est d'ailleurs un signe infaillible auquel les ouvriers peuvent reconnaître si un bourgeois qui demande à être reçu dans leurs rangs vient à eux franchement, sans l'ombre d'hypocrisie et sans la moindre arrière-pensée. Ce signe, ce sont les rapports qu'il a conservés avec le monde bourgeois.

L'antagonisme qui existe entre le monde ouvrier et le monde bourgeois prend un caractère de plus en plus prononcé. Tout homme qui pense sérieusement, et dont les sentiments et l'imagination ne sont point altérés par l'influence souvent inconsciente de sophismes intéressés, doit comprendre aujourd'hui qu'aucune réconciliation entre eux n'est possible. Les travailleurs veulent l'égalité, et les bourgeois veulent le maintien de l'inégalité. Evidemment l'une détruit l'autre. Aussi la grande majorité des bourgeois capitalistes et propriétaires, ceux qui ont le courage de s'avouer franchement ce qu'ils veulent, ont-ils également celui de manifester avec la même franchise l'horreur que leur inspire le mouvement actuel de la classe ouvrière. Ceux-ci sont des ennemis aussi résolus que sincères, nous les connaissons et c'est bien.

Mais il est une autre catégorie de bourgeois

cause de ses connaissances particulières, tel autre le voudra pour ce rien d'autorité que confèrent la table-bureau et le fauteuil de « permanent »...

Mais il reste à l'actif du syndicalisme des fonctionnaires en ces dernières années deux belles choses dont il faut les féliciter, en formulant le vœu qu'à Toulouse ils s'en souviennent. C'est d'abord l'activité déployée en faveur de l'Unité de la classe ouvrière. Et cette Unité-là, il conviendra de la faire servir dans l'intérêt bien compris de la classe ouvrière. Et c'est, par ailleurs, les efforts pour faire triompher le principe de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, pour lutter contre le cumul des mandats politiques et syndicaux. Il y a bien assez de la pratique des ententes, des délégations, des interventions auprès de telles ou telles personnalités, groupes (4) ou membres du gouvernement...

L'attitude de ceux qui luttent contre le cumul peut paraître paradoxale après ce qui vient d'être dit de la mentalité qui règne chez bon nombre de fonctionnaires. Mais c'est un fait qu'elle existe surtout parmi les dirigeants des syndicats de l'ancienne C. G. T. Or, si cette attitude paraît sincère chez plusieurs d'entre eux, on a l'impression que chez d'autres elle marque une dernière amitié contre l'ancienne C. G. T. U. et son personnel. Quoi qu'il en soit, on espère qu'à Toulouse les délégués des fonctionnaires se tiendront ferme au principe de l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux et, pour le reste, faisons confiance à ceux d'entre eux qui sentent les nécessités de l'heure pour montrer à leurs camarades la bonne voie.

JEAN GALLY.

Un verdict de classe

Le camarade Besieger fut condamné à une année de prison par le tribunal militaire de Fribourg, pour refus de servir l'armée au mois de décembre de l'année passée. En protestation à cette ignoble condamnation et pour secouer l'indifférence de l'opinion publique, nos jeunes camarades Henri Tronchet et Armand Moret firent sauter une petite boîte de pétards inoffensifs près du monument aux morts.

Ce geste, bien entendu, a soulevé l'indignation hypocrite de la presse réactionnaire et fasciste qui tous les jours, glorifient les bombardements criminels opérés par les hordes en chemises noires contre un peuple sans défense.

Nos valeurs de plume ont exigé sur tous les tons une répression énergique, une condamnation exemplaire des deux audacieux protestataires. Le grand procès fut monté en vitesse et à eu lieu le 17 courant, condamnant Henri Tronchet à 2 ans de réclusion et Armand Moret à 15 mois de la même peine !

Justice de classe, jugement de haine, verdict de vengeance et de peur.

La veille du procès, le Réveil de Genève écrivait fort justement, sous la plume de Tronchet l'ainé : « Ce n'est pas pour rien que le pouvoir judiciaire a adopté une procédure ultra accélérée dans l'affaire du Parc Mon-Repos. Ce n'est pas pour rien que voici deux mois la presse est déchaînée sur le nom des Tronchet. Il s'agit d'impressionner le jury. La réaction veut que le sionneur Henri paie le nom de la famille. »

« Ah ! certes, chez les bourgeois banquiers, régisseurs, patrons, cléricaux et « soumis de tout acabit, le nom de Tronchet est exécré. C'est pour nous une « douce satisfaction que de pouvoir troubler la digestion des repus et exploités de tous poils. »

« Oui, je sais qu'à mon jeune frère de 20 ans on va faire payer les 15 années de propagande active de son frère aîné. » La réaction est satisfaite, mais les anarchistes continuent leur bataille, leur lutte et les jouisseurs du jour comprendront bientôt que pourfendre les idées et emprisonner ses militants ne peuvent arrêter l'inévitable soir.

Aux courageux camarades Henri Tronchet et Armand Moret toute notre solidarité et le salut fraternel de tous les camarades.

L.

qui n'ont ni la même franchise, ni la même courage. Ennemis de la liquidation sociale, que nous appelons, nous, de toute la puissance de nos âmes comme un grand acte de justice, comme le point de départ nécessaire et la base indispensable d'une organisation égalitaire et rationnelle de la société, ils veulent, comme tous les autres bourgeois, conserver l'inégalité économique, cette source de toutes les autres inégalités ; et en même temps ils prétendent vouloir comme nous l'émancipation intégrale du travailleur et du travail. Ils maintiennent contre nous, avec une passion digne des bourgeois les plus réactionnaires, la cause même de l'esclavage du prolétariat, la séparation du travail et de la propriété immobilière ou capitalisée, représentés aujourd'hui par deux classes différentes : et ils se posent néanmoins comme les apôtres de la délivrance de la classe ouvrière du joug de la propriété et du capital !

Se trompent-ils ou trompent-ils ? Quelques-uns se trompent de bonne foi, beaucoup trompent ; le plus grand nombre se trompe et trompe à la fois. Ils appartiennent tous à cette catégorie de bourgeois radicaux et de socialistes bourgeois qui ont fondé la Ligue de la paix et de la liberté.

Cette Ligue est-elle socialiste ? Au commencement et pendant la première année de son existence, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, elle a repoussé le socialisme avec horreur.

L'an passé, à son Congrès de Berne, elle a repoussé triomphalement le principe de l'égalité économique. Aujourd'hui, se sentant mourir et désirant vivre encore un peu, et comprenant enfin qu'aucune existence politique n'est désormais possible sans la question sociale, elle se dit socialiste ; elle est devenue socialiste bourgeoise ; ce qui veut dire qu'elle veut résoudre toutes les questions sociales sur la base de l'INEGALITE ECONOMIQUE. Elle veut, elle doit conserver l'intérêt du capital et la propriété de la terre, et elle prétend émanciper les travailleurs avec cela ! Elle s'efforce de donner un corps au non-sens.

Pourquoi le fait-elle ? Qu'est-ce qui lui a fait entreprendre une œuvre aussi incongrue que stérile ? Il n'est pas difficile de le comprendre.

Une grande partie de la bourgeoisie est fatiguée du règne du césarisme et du militarisme qu'elle-même a fondé en 1848, par crainte du prolétariat. Rappelez-vous seulement les journées de juin, avant-coureurs des journées de décembre ; rappelez-vous cette Assemblée nationale qui, après les journées de juin, maudissait et insultait, à l'unanimité moins une voix, l'il-

L'ACTION DIRECTE

par Victor GRIFFUELHES

« Action directe » exprime une façon de concevoir le rôle du salarié comme celui du groupement ainsi que le mode d'emploi de leurs efforts, l'utilisation de leur activité dans l'œuvre de libération totale poursuivie par la classe ouvrière.

L'action directe est pour l'ouvrier le moyen de mesurer sa force, de la grandir par son propre développement et de la manifester en opposition à celle de ses adversaires.

L'action directe est l'affirmation la plus haute de la nécessité de l'effort collectif et solidaire, puisqu'elle subordonne le résultat et sa valeur à la volonté du bénéficiaire et à la somme de travail dépensé par lui et qu'elle proclame ainsi que les réalisations ne sont conquises qu'au prix d'une besogne à laquelle doivent participer les intéressés.

Dans le domaine syndical, elle suppose et exige une communauté d'aspirations qui unit les hommes, les coalise et les pousse à la bataille.

A cette bataille, tous doivent prendre part ; l'effort personnel de chacun mis en mouvement à la même minute devant converger vers le même but et faire pression sur l'adversaire comme le poids pèse sur l'entraîneur, sur le plateau de la balance.

L'action directe s'oppose à la renonciation de l'effort personnel, caractérisant la délégation permanente qui attache au pouvoir d'un petit nombre toute valeur déterminante ou créatrice de tout progrès ou de toute conquête.

Elle consiste pour le salarié à garder par devers lui la disposition de lui-même, à rester maître de l'heure qui connaît son action personnelle fondue dans l'action générale de sa corporation ou de sa classe.

Elle est l'expression, peut-on dire, des constatations offertes par l'histoire, qui dit à tous qu'il n'y a de réel que les progrès désirés, voulus, et que leur généralisation est subordonnée à un travail préliminaire de vulgarisation et de recrutement.

Une classe, une catégorie d'hommes incapable de réagir sur elle-même pour réagir ensuite sur ce qui l'entoure et la heurte mérite son sort.

Toute la vertu de l'action directe réside donc dans ce qu'elle est une réaction contre nos pratiques courantes et tend à faire de ce qui n'est que l'exception la règle normale. L'exception, nous la trouvons dans les sursauts de l'histoire, réalisant, mettant au point pour la dépasser l'œuvre préparatoire ; nous la trouvons dans les grands changements opérés sous l'influence d'agitations tenaces ou de colères passagères, agitations ou colères coalisant les passions, les intérêts, ameutés contre les reculs et les résistances.

Grâce au groupement et par lui le syndicalisme veut organiser, régulariser ces agitations et ces colères, et substituer à leurs inconsciences et à leurs nervosités d'une heure une action consciente, coordonnée.

Sans doute, le prolétariat, dans son œuvre d'organisation et de revendications est agité par des courants divers, son action marquée parfois d'unités de vues, d'esprit de suite, de logique impeccable ; elle fait état, son action, d'un écart entre ce qu'il affirme être sa loi et les actes qu'il commet et les attitudes qu'il observe. Il obéit souvent à des nécessités et à des règles peu compatibles avec ses propres déclarations d'autonomie et d'indépendance. Sa pratique quotidienne montre peu de rectitude, de raideur pourrait-on dire, et il semble alors que la tendance générale d'action directe que recèle le syndicalisme porte en elle-même sa négation et qu'ainsi le prolétariat reconnaît la nécessité de la délégation permanente et du pouvoir réformateur représenté par l'Etat.

Pour mieux apprécier, n'oublions pas la puissance contenue dans le Pouvoir, dans les institutions qui le portent, dans les choses existantes. De leur rayonnement, on ne peut en un jour s'abstraire et s'isoler ; la classe ouvrière le peut d'autant moins aisément qu'elle est plus opprimée et plus meurtrie.

Dans ces contradictions, dans ces tâtonnements, on retrouve un prolétariat se

bornant à composer avec son adversaire, sans toutefois lui reconnaître la légitimité de la puissance qu'il détient.

Le syndicalisme est, par son existence, sa revendication, la négation même du droit patronal et cependant chaque jour, par ses organismes, il discute avec lui, compose avec lui. S'ensuit-il qu'il y ait là un hommage allant du vassal au suzerain ?

Le syndicalisme, du fait qu'il existe, est la négation même de l'Etat, et c'est dans le même esprit qu'il discute avec lui ; et cela au milieu des hostilités, à travers elles, peut-on ajouter.

Il y a, en réalité, qu'il s'agisse du patronat ou de l'Etat, entre chacun d'eux et la classe ouvrière, un état de guerre, fait d'escarmouches et de guérillas ; et dans chaque rencontre et selon le moment la suprématie appartient au plus fort ; le plus vulnérable est le vaincu.

C'est à être toujours le plus fort que doivent tendre les efforts des travailleurs. Jusque là, le prolétariat devra tout à tour imposer et composer. Le plus souvent, il lui faudra établir des compromis qui ne seront jamais des contrats et des traités.

Cette force qu'il lui faut acquiescer ne saurait être que l'accumulation de forces fragmentaires, développées, « fortifiées », centralisées et par l'entraînement des organismes ouvriers lancés dans l'action et perfectionnant leurs armes du seul fait qu'ils ont recours à elles.

Les armes que la classe ouvrière tient en mains propres sont nombreuses, de formes variées ; elles exigent une soustraction d'allure et une initiative renouvelée. Elles ont leurs dénominations fixes, mais des emplois multiples, c'est-à-dire que leur utilisation reçoit des applications diverses. Et c'est dans ces applications que les groupements peuvent exercer leur originalité basée sur la technique et la psychologie professionnelles, de même que leur perspicacité et leur vigueur.

Ces applications seront tour à tour d'un caractère bénin ou violent, selon la nature de la résistance rencontrée, selon le degré d'entraînement des membres de la corporation, selon les conditions économiques du moment. Mais, quelle que soit l'application des armes ouvrières, ce sera de l'action directe, à la condition que les intéressés recourent aux seules forces de leur classe, à leur seule volonté pour décider de la paix ou de la guerre, et pour arrêter les solutions comme l'attitude à tenir.

Les formes de l'action directe

L'agitation, la grève, le sabotage, le boycott sont les armes dont dispose le travailleur et les formes mêmes de l'action directe. Séparément, ensemble, ces armes sont employées. Avec l'une comme avec l'autre, c'est le salarié seul qui entre en scène. Ainsi, c'est de son milieu, de sa fonction, de son rôle qu'il tire les formes de son activité et ses moyens de lutte.

Il résulte de ces explications que l'action directe est la lutte que les prolétaires créent de leur propre volonté, avec leur seule force, lutte qu'il mènent contre le patronat pour obtenir de meilleures conditions de travail, et contre l'Etat pour s'opposer à l'application de mesures répressives ou pour imposer tel desiderata qui est de son ressort.

Une lutte ainsi comprise est une lutte qui n'emprunte qu'aux travailleurs les moyens d'agir, qui ne repose que sur eux-mêmes ; elle est une action directement exercée par les intéressés sur les puissances adverses, elle exalte en la développant, la valeur personnelle de chacun, et par là elle fait véritablement œuvre éducative, de même qu'elle réalise une œuvre de transformation.

Les adversaires de la classe ouvrière ne se méprennent par sur la valeur de l'action directe. Ils se rendent compte que le jour où elle sera devenue la règle, l'unique règle du mouvement ouvrier, leur omnipotence, leur règne, auront pris fin. Ce jour-là le prolétariat ne sera plus le troupeau dont les dirigeants et les possédants sont les bergers.

UN ECRIT SYNDICALISTE

Politique de...

lustre et on peut bien dire l'héroïque socialiste Proudhon (1) qui seul avait eu le courage de jeter le défi du socialisme à ce troupeau enragé de bourgeois conservateurs, libéraux et radicaux. Et il ne faut pas oublier que parmi ces insulteurs de Proudhon il y a une quantité de citoyens encore vivants, et aujourd'hui plus militants que jamais, et qui, auréolés par les persécutions de décembre, sont devenus depuis les martyrs de la liberté.

Donc, il n'y a point de doute que la bourgeoisie tout entière, y compris la bourgeoisie radicale, n'ait été proprement la créatrice du despotisme césarien et militaire dont elle déplore aujourd'hui les effets. Après s'en être servi contre le prolétariat, elle voudrait s'en délivrer à cette heure. Rien de plus naturel : ce régime l'humilie et la ruine. Mais comment s'en délivrer ? Faut-elle être courageuse et puissante, elle avait la puissance des conquêtes. Aujourd'hui, elle est lâche et débile, elle est affligée de l'impuissance des vieillards. Elle ne connaît que trop bien sa faiblesse, elle sent qu'elle seule elle ne peut rien. Il lui faut donc un aide. Cet aide ne peut être que le prolétariat : donc il faut gagner le prolétariat.

Mais comment le gagner ? Par des promesses de liberté et d'égalité politiques ? Ce sont des mots qui ne touchent pas les travailleurs. Ils ont appris à leurs dépens, ils ont compris par une dure expérience, que ces mots ne signifient pour eux rien que le maintien de leur esclavage économique, souvent même plus dur qu'auparavant. Si donc vous voulez toucher le cœur de ces misérables millions d'esclaves du travail, parlez-leur de leur émancipation économique. Il n'est plus d'ouvrier qui ne sache, maintenant, que c'est là pour lui l'unique base sérieuse et réelle de toutes les autres émancipations. Donc il faut leur parler de réformes économiques de la société.

(1) Séance du 31 juillet 1848. — Le « Progrès » du Locle avait publié, dans son numéro du 17 avril 1849, des extraits du compte rendu sténographique de cette séance de l'Assemblée constituante de 1848.

« Eh bien, se sont dit les liqueurs de la Paix et de la Liberté, parlons-en, disons-nous socialistes aussi. Promettons-leur des réformes économiques et sociales, à condition toutefois qu'ils veuillent bien respecter les bases de la civilisation et de l'omnipotence bourgeoises : la propriété individuelle et héréditaire, l'intégrité du capital, et la rente de la terre. Persuadons-les qu'à ces conditions seules, qu'il d'ailleurs nous assurent la domination et aux travailleurs l'esclavage, le travailleur peut être émancipé. »

Persuadons-les encore que, pour réaliser toutes ces réformes sociales, il faut faire d'abord une bonne révolution politique, exclusivement politique, aussi rouge qu'il leur plaira au point de vue politique, avec un grand abattis de têtes si cela devient nécessaire, mais avec le plus grand respect pour la sacro-sainte propriété : une révolution toute jacobine, en un mot, qui nous rendra les maîtres de la situation, et une fois maîtres, nous donnerons aux ouvriers ce que nous pourrions et ce que nous voudrions. C'est ici un signe infaillible auquel les ouvriers peuvent reconnaître un faux socialiste, un socialiste bourgeois : si, en leur parlant de révolution, ou, si l'on veut, de transformation sociale, il leur dit que la transformation politique doit précéder la transformation économique ; s'il nie qu'elles doivent se faire toutes les deux à la fois, ou même que la révolution politique doit être autre chose que la mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine ou entière, — qu'ils lui tournent le dos, car, ou bien il n'est qu'un sot, ou bien c'est un exploiteur hypocrite.

(« Egalité » du 21 août 1869.)

L'Association internationale des travailleurs, pour rester fidèle à son principe et pour ne pas dévier de la seule voie qui puisse la conduire à bon port, doit se prémunir surtout contre les influences de deux sortes de socialistes bourgeois : les mêmes révolutionnaires bourgeois, et ceux de la coopération bourgeoise, ou solidaires hommes pratiques.

Considérons d'abord les premiers.

L'ACTION DES CHOMEURS

On nous communique :

Conscients de notre détresse, conscients de la politique de l'ouïement qui est menée depuis quelques années par le mouvement des chômeurs, nous pensons que pour revendiquer notre droit à la vie nous devons établir une conception vivante du mouvement des chômeurs. C'est pourquoi nous vous proposons la charte ci-incluse.

Cette charte, une fois pour toutes, doit déterminer la raison d'être du mouvement des chômeurs.

Parce qu'il faut, une fois pour toutes, savoir si nous voulons faire payer le véritable responsable de notre situation : le capitalisme.

Parce que toutes les tendances de notre mouvement doivent avoir le droit de se déterminer démocratiquement et de désigner ses responsables dans tous les organismes de décisions, à tous les échelons.

Les briseurs de l'action des chômeurs, les scissionnistes du mouvement doivent être dénoncés impitoyablement. De nouveaux comités viennent d'être constitués dans le véritable arrondissement et à Pierrefitte. Cette scission voulue ne peut être profitable qu'aux intérêts de la bourgeoisie.

A bas les scissionnistes !
Vive l'unité des chômeurs !
Vive l'action !

Les tâches et l'organisation

La lutte revendicative des chômeurs est essentiellement un mouvement de masse, exclusion faite de toute organisation régulière et permanente des chômeurs, ayant des statuts, cartes, cotisations, etc., identique à un syndicat.

Le comité des chômeurs est la première forme permettant à ceux-ci de se rassembler sans distinction d'opinions pour arracher leurs revendications spécifiques. C'est pourquoi il est nécessaire que le comité des chômeurs soit très largement ouvert et permette à toutes les tendances du mouvement d'être représentées démocratiquement.

Le comité industriel doit réaliser le trait d'union pour le renforcement de l'action entre l'organisation syndicale et les chômeurs susceptibles de soutenir la lutte engagée par les ouvriers dans leurs industries ou leurs corporations. Le syndicat doit ainsi apparaître comme l'organisation économique des ouvriers pour la lutte contre le patronat.

Le comité régional, pour assurer la liaison, doit être composé d'un délégué par comité et d'un suppléant. Ce délégué, en aucun cas, ne saurait engager la responsabilité de son comité qu'après que celui-ci lui aurait assuré le mandat.

La démocratie doit garantir aux minorités du mouvement la représentation proportionnelle dans tous les organismes de décisions : comités régionaux, commission, congrès, et, dans le but d'empêcher toute oppression de la part de la majorité.

La représentation proportionnelle des minorités du mouvement ne peut être applicable aux organismes de direction proprement dite, « bureaux, secrétariats », pour lesquels la nécessité vitale de l'activité impose l'hétérogénéité d'une constitution majoritaire responsable.

La représentation proportionnelle définie plus haut pour les organismes de décisions comporte qu'au cours des assemblées les déterminant, il y ait acceptation par les minorités de leurs délégués les représentant dans ces organismes.

La Minorité des Comités de chômeurs.

Groupe Théâtral « Floral »

Les répétitions ont lieu tous les mardis à 20 h. 30, salle de la synthèse, 6, impasse de Gènes.

Nous rappelons, que ce groupe est à la disposition des organisations et groupes, qui en feront la demande.

Ecrire : Rachel Lautier, 24 bis, rue Sorbier, Paris (20°).

UNE EXPÉRIENCE A NE PAS RENOUVELER

FEU LA C.G.T.U.

Nous avons demandé à un militant qui connaît bien les divers avatars de la centrale communiste, de les retracer brièvement pour nos lecteurs.

Ce camarade n'est pas de notre bord, il a subi l'influence d'une culture qui n'est pas la nôtre, pourtant, dans ses conclusions il nous rejoint totalement.

C'est là un indice qui montre la marche ascendante de notre mouvement. Devant le désarroi général des partis, leur faillite de plus en plus évidente, tous les regards se tournent vers les libertaires. Cependant que les hommes les plus résolus commencent à nous rejoindre.

Redoublons d'énergie, accentuons nos efforts.

N. D. L. R.

Il y a des morts qu'il faut tuer deux fois, dit une vieille locution. A mon avis la C. G. T. U. fait partie de ces morts-là. Matériellement ceux qui étaient ses chefs — sinon ses créateurs — ont lâché la dernière pellette sur son cerceau le jour où ils proclamèrent le rôle dirigeant du P. C. dans les syndicats. Mais, dans la mémoire des ouvriers révolutionnaires de France, il faudra longtemps encore pour « enterrer » cette C. G. T. U. qui porta glorieusement jusqu'en 1929 les espérances du prolétariat organisé.

On m'a demandé de retracer à grands traits les phases essentielles de la vie de la C. G. T. U. Je m'excuse d'avance de ne pouvoir le faire sans passion partisane, je laisse à d'autres plus qualifiés que moi le soin de se montrer « objectifs ». A mes yeux, il est impossible à un militant ayant vécu les « coups durs » d'un mouvement révolutionnaire d'en dissocier docilement. Notre actuel mouvement ouvrier est suffisamment encombré de pisseurs de thèses et de fouteurs pour ne rien perdre à cet égard.

NAISSANCE DE LA C.G.T.U.

En décembre 1921 eut lieu à Paris un congrès organisé sous l'égide des C.S.R. congrès constitué de tous les syndicats placés sous la menace d'exclusion de la motion Dumoulin. Des tentatives de conciliation furent faites entre le Bureau Confédéral et les C. S. R. par certains hommes pavés de bonnes intentions. Il était trop tard, la scission étant dans les esprits, aussi bien à droite qu'à gauche, elle devait fatalement glisser dans les faits, s'inscrire dans la réalité.

Les C. S. R. organisèrent une C. G. T. U. à eux qui prit le titre de C. G. T. Unitaire afin de bien montrer que c'était ceux d'en face qui étaient les véritables responsables du drame de la scission ouvrière. Un bureau confédéral transitoire, car l'on devait aller à un congrès constitutif quelques mois après, à St-Etienne, fut nommé. Il était formé par les camarades Toti, Labrousse, Cadeau.

Au mois de juin 1922 se tint donc à St-Etienne le congrès constitutif de la C. G. T. U. Il fut marqué par la défaite des éléments anarchistes ou considérés comme tels, que Frossard vainquit en organisant pour la première fois en France, les communistes en fraction disciplinée dans un congrès syndical. Certes, la vérité m'oblige à spécifier que ce fut la tendance de la « Vie ouvrière » groupée autour de Monatte et de Monmousseau qui pratiquement bénéficia de l'innovation de Frossard qui depuis... ! En effet, Monmousseau devint secrétaire général de la C.G.T.U., il devait rapidement lâcher les syndicalistes de la « Vieille Vie ouvrière » pour faire à 100% dans les syndicats le travail du P. C.

PREMIERES LUTTES INTESTINES

Je viens de montrer d'une façon schématisée que la C. G. T. U. a été le résultat du syndicalisme de guerre, que ses premiers éléments furent des militants décidés avant tout à remettre leurs pas dans les pas des anciens d'avant 1914. Cepen-

dant sur le chemin se dressait un problème nouveau, celui d'une révolution vivante. Il fallait prendre parti pour ou contre car dans le bloc des syndicalistes révolutionnaires la majorité se prononçait en faveur de la Révolution russe. Et de plus en plus, ses partisans abandonnaient les vieilles idées-forces du syndicalisme français, pour adopter d'enthousiasme les méthodes prétendument nouvelles de l'Internationale.

La première manifestation publique de la C. G. T. U. fut la grande grève du Havre, où les ouvriers du port établirent une digue avec leurs corps contre les diminutions de salaire. Il y eut des tués. En quelques heures la C. G. T. U. déclancha une grève générale qui n'eut de générale que le nom. A telle enseigne que les augures du Komintern critiquèrent vertement la précipitation fébrile des chefs unitaires qui ne savaient pas distinguer entre la tête et l'arrière d'une période révolutionnaire. En effet 1922, ce n'était plus 1919, et la bonne volonté ne suffit pas toujours. En somme, ce n'était là qu'une faute de jeunesse bien compréhensible.

LA SClSSION

Hélas ! cette grève, qui permit momentanément la reconstitution du bloc des différentes tendances composant la C. G. T. U. et au cours de laquelle l'on vit le vieux syndical d'avant-guerre Bousquet retourner en prison, la tête toute blanche sous son sempiternel béret, ne fut qu'un cran d'arrêt dans la bataille pour et contre Moscou. En effet, dans les rangs de la C. G. T. U. se heurtaient farouchement les partisans du syndicalisme d'avant 1914 avec ses inconvénients, mais aussi ses vertus toujours étouffées de réalisme ouvrier et tous ceux qui ne pouvaient voir encore dans les méthodes de Moscou, que les méthodes d'une révolution victorieuse. Le point culminant de cette bataille fut le meeting sanglant de la Grange-aux-Belles, le 11 janvier 1924, où deux copains libertaires furent tués par la « formule militaire » du P. C. fauchement utilisée dans les syndicats. Et, dire que ça commence toujours ainsi. Cette formule faite pour servir contre la bourgeoisie, aboutit inmanquablement à faire tuer le prolétaire par le prolétaire. A dater de ce meeting, les révolutionnaires français, adversaires de l'orientation étatique de la Révolution russe, désertèrent la C.G.T.U. en grand nombre. A Paris, ils formèrent le S. U. B. car la lutte avait surtout ravagé le Bâtiment, éternel lien géométrique de toutes les glorieuses et indispensables hérésies.

LA BOLCHEVISATION

En 1925, pour protester contre la guerre du Rif, voulue par le Bloc des Gauches, la C. G. T. U. déclancha la grève du 12 octobre où le métallurgiste Sabatier fut tué à Suresnes. Elle ne fut pas réellement une grande démonstration, quoique héroïque.

Aveu bolcheviste

« Les communistes français, voulant réellement faire un grand pas dans la direction de l'unité syndicale, ont accepté la formule de l'indépendance, mais cela ne veut nullement dire qu'ils renoncent dans la moindre mesure, à la tâche d'influencer par tous les moyens, à travers leurs fractions, l'activité de ces syndicats unifiés. C'est pourquoi les communistes ne feront pas comme condition à l'unité la reconnaissance préalable formelle du rôle dirigeant du Parti communiste dans les syndicats unifiés ; mais, par leur travail dans ces syndicats, ils s'efforceront de convaincre réellement la majorité des membres de la justesse de la direction communiste. »

O. PIANTITSKY,
« Vers l'unité syndicale », 1935.

de l'Etat qu'on avait naturellement conservé et qu'on avait même rendu plus fort que jamais. On sait ce qui en est résulté : d'abord les journées de juin ; plus tard, comme conséquence nécessaire, les journées de décembre.

Mais, dira-t-on, les travailleurs, devenus plus sages par l'expérience même qu'ils ont faite, n'envoient plus des bourgeois dans les assemblées constituantes ou législatives, ils envoient de simples ouvriers. Tout pauvre qu'ils sont, les travailleurs pourront bien fournir l'entretien à leurs députés. Savez-vous ce qui en résulte ? C'est que les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoises et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'Etat, deviendront des bourgeois, et peut-être seront même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes. Car les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes. Et nous savons par expérience que les ouvriers bourgeois ne sont souvent ni moins égoïstes que les bourgeois exploités, ni moins fustes à l'Internationale que les bourgeois socialistes, ni moins vaniteux et ridicules que les bourgeois anoblis.

Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, tant que le travailleur restera plongé dans son état actuel, il n'y aura point pour lui de liberté possible, et ceux qui le conviennent à conquérir les libertés politiques, sans toucher d'abord aux bruyantes questions du socialisme, sans prononcer ce mot qui fait pâlir les bourgeois : la liquidation sociale, lui disent simplement : « Conquiers d'abord cette liberté pour nous, afin que plus tard nous puissions nous en servir contre toi ».

Mais ils sont bien intentionnés et sincères, ces bourgeois, dira-t-on. — Il n'y a pas de bonnes intentions et de sincérité qui tiennent contre les influences de la position, et, puisque nous avons dit que les ouvriers mêmes qui se mettraient dans cette position deviendraient forcément des bourgeois, à plus forte raison les bourgeois qui resteraient dans cette position resteraient-ils des bourgeois.

Si un bourgeois, inspiré par une grande passion de justice d'égalité et d'humanité, veut sérieusement travailler à l'émancipation du prolétaire, qu'il commence d'abord par rompre tous les liens politiques et sociaux, tous les rapports d'intérêt aussi bien que d'esprit, de vanité et de cœur avec la bourgeoisie. Qu'il comprenne d'abord qu'une réconciliation n'est possible entre le prolétaire et cette classe, qui ne vitant que de l'exploitation d'autrui, est l'ennemi naturel des prolétaires.

ment exécutée, et cela à cause d'une malade nouvelle dont le P.C. faisait don aux syndicats après l'avoir fichu à ses propres adhérents : la bolchevisation.

En 1927, nouvelle grève générale cette fois pour les deux martyrs de Boston, Sacco et Vanzetti. Toujours pour sauver l'honneur, mais enfin cela partait encore d'un bon naturel. Le vieil instinct de la C. G. T. d'avant-guerre flambait toujours. Et, certains échecs peuvent préparer des lendemains victorieux.

Au Congrès de 1927, à Bordeaux, une minorité nouvelle s'affirma dans les rangs de la C. G. T. U. Elle se groupait dans la Ligue syndicaliste de Monatte et Chambelland et son organe était la « Révolution Proletarienne ». Courageusement au moment le plus difficile si l'on tient compte que la C. G. T. U. à cette époque était en pleine progression d'effectifs et d'influence dans le pays ouvrier, cette minorité dénonça les lésardes de la nouvelle maison syndicale. Personne ne voulait, ne pouvait les voir parmi les braves types de l'armée de Panurge. La caisse était pleine. On recrutait et l'on pouvait étaler d'assez beaux titres d'action à la fois corporative et sociale. La plus grande, la plus redoutable de ces lésardes, c'était la direction unique qui mettait aux manettes de commande du mouvement syndical des chefs communistes et encore des chefs communistes.

LES JESUITES ROUGES EN ACTION

En 1929, la grève du 1^{er} août, organisée contre la guerre impérialiste à venir (dame, à cette époque, Staline n'approuvait pas encore pleinement les armements de la France) provoqua la révolte ouverte d'une nouvelle minorité, que l'on baptisa minorité n° 2. Elle s'élevait d'accord avec la première minorité contre la prétendue radicalisation des masses et surtout contre le rôle dirigeant du P. C. dans les syndicats.

En effet, de 1927 à 1929, le P. C. avait continué par tous les moyens, tantôt brutaux, tantôt insidieux, le travail de colonisation des syndicats unitaires, du moins de ceux qui restaient fidèles au vieil esprit originel du mouvement ouvrier français : l'anticommunisme. Certes, cela n'allait point tout seul, par exemple une fédération comme celle des Ports et Docks, sous la conduite d'un gaillard dont on doit garder précieusement l'admirable souvenir de conscience syndicaliste Engler, mort récemment, résista jusqu'au bout aux pires attaques. Et la vérité historique m'oblige à rappeler que le P. C. n'y alla pas de main-morte, n'hésitant nullement, à dénoncer Engler comme un politicien, afin de s'en débarrasser plus rapidement. Ce n'est pas l'article nécrologique, que l'« Humanité » lui a consacré, qui rachètera jamais l'abominable accusation. Que c'est donc triste de voir Basile sous le drapeau rouge !

G.G.T. UNIQUE, C.G.T. DE TRAHISON

Au Congrès de 1929, à la Grange-aux-Belles, les communistes plantèrent définitivement leur emblème sur les ruines de ce qui aurait pu être une très grande chose : la vraie C. G. T. U. A dater de la proclamation du rôle dirigeant du P. C. sur les syndicats, la C. G. T. U. se réduisit de plus en plus telle une vulgaire peau de chagrin. Et pour comble de bonheur, l'impénétrable Monmousseau pour endiguer l'idée de réconciliation ouvrière qui se dessinait dans les deux C. G. T. devant la carence de l'une et l'autre en face la crise économique, lança la retentissante formule C. G. T. Unique, C. G. T. de trahison ! Pour ne pas demeurer en reste avec une si belle trouvaille, Claverie, une nouvelle étoile de la fraction dirigeante, écrivit dans la « Vie ouvrière », elle aussi colonisée : « 221 V'la les flics ! » Il s'agissait là des 22 militants syndicalistes confédérés, unitaires et autonomes, qui s'étaient mis d'accord pour reconstituer, coûte que coûte, vaille que vaille, un seul syndicat par corporation, un seul syndicat dans chaque ville.

(Lire la suite page 6)

SYNDICALISME D'ETAT

Après la grève des dockers de Marseille

Point n'est besoin du fascisme pour asservir la classe ouvrière au capital par le truchement de l'Etat.

A Marseille, les dockers, après une longue grève, viennent par l'arbitrage de Son Excellence L. -O. Frossard, ministre du Front populaire, d'abandonner d'une façon complète.

Aucune diminution de salaires, qu'une première grève avait empêchée, mais disparition complète des prérogatives syndicales acquises par la lutte, et surtout impossibilité aux délégués ouvriers de faire respecter les contrats sur les chantiers.

Le renvoi des délégués est la principale cause de cette grève. Ils ne devaient, en aucun cas, discuter avec le personnel de maîtrise, ni faire cesser le travail. Leur rôle se bornait à informer les secrétaires permanents du syndicat des incidents de chantier. Ces derniers seuls pouvaient discuter avec le patron, et, en cas de mésentente persistante, le litige sera soumis à une Commission arbitrale (3 patrons, 3 ouvriers).

Les dockers ont repris le travail mardi dernier, jour fixé par les patrons. Les camionneurs le lundi, dans les conditions émises par les patrons camionneurs le 19 dernier. Les patrons, selon le vœu de Frossard, s'engagent à reprendre les ouvriers selon les situations acquises. C'est-à-dire en sus des jaunes embauchés pendant la grève et dans la limite des places disponibles.

Plusieurs de nos camarades sont sur le pavé, pour eux la situation est acquise !

... Les anarchistes prirent naturellement position par tracts ; opposant à l'action parlementaire, l'action syndicale ; à la grève générale de 24 heures, annoncée une première fois pour mercredi, une seconde pour vendredi, puis annulée, la grève générale totale des ouvriers marseillais jusqu'à la victoire finale.

Nous ne sommes naturellement que des confusionnistes, et un orateur, même, affirma que l'anarcho-syndicalisme qui mettait le feu aux camions et tuait les gendarmes était mort.

C'est la plus grave défaite subie par les ouvriers, mais une victoire pour la bureaucratie syndicale qui, seule, peut traiter avec les patrons et l'Etat.

Ce qu'il a fallu imposer en Italie et en Allemagne par la force (syndicats et corporations fascistes), MM. L.-O. Frossard, ministre du Front populaire, et les fonctionnaires syndicaux viennent de le réaliser sans à-coups.

Le syndicalisme de la C. G. T. est mort et enterré par l'action politicienne.

... Nous reviendrons d'ailleurs sur ce sujet dans la campagne anti-électorale, car, n'en déplaise aux politiciens, nous sommes toujours anti-électorales, surtout maintenant après la capitulation syndicale, en face la guerre qui vient démocratiquement, et devant la non-abolition des décrets-louis Laval, par le Gouvernement du Front populaire Sarraut.

MISTOUL.

LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

(Motion du Congrès confédéral de Marseille en 1908)

Considérant que les frontières géographiques sont modifiées au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière, la classe capitaliste.

Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : « Les travailleurs n'ont pas de patrie », qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle n'est qu'un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.

Le Congrès déclare qu'il faut au point de vue international faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève révolutionnaire.

Convaincus de cette vérité, nous nous faisons cette question : Quelle est la politique que l'Internationale doit suivre pendant cette période plus ou moins longue qui nous sépare de cette terrible révolution sociale que tout le monde pressent aujourd'hui ?

Faisant abstraction, comme le lui commande son statut, de toute politique nationale et locale, elle donnera à l'agitation ouvrière dans tous les pays un caractère ESSENTIELLEMENT ECONOMIQUE, en posant comme but : la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires ; comme moyens : L'ASSOCIATION DES MASSES OUVRIERES et la formation des CAISSES DE RESISTANCE.

Elle fera la propagande de ses principes, car ces principes, étant l'expression la plus pure des intérêts collectifs des travailleurs du monde entier, sont l'âme et constituent toute la force vitale de l'Association. Elle fera cette propagande largement, sans égard pour les susceptibilités bourgeoises, afin que chaque travailleur, sortant de la torpeur intellectuelle et morale dans laquelle on s'efforce de le retenir, comprenne la situation, sache bien ce qu'il doit vouloir et à quelles conditions il peut conquérir ses droits d'homme.

Elle en fera une propagande d'autant plus énergique et sincère que, dans l'Internationale même, nous rencontrons souvent des influences qui, affectant de mépriser ces principes, voudraient les faire passer pour une théorie inutile et s'efforcent de ramener les travailleurs au catéchisme politique, économique et religieux des bourgeois.

Elle s'étendra enfin et s'organisera fortement à travers les frontières de tous les pays, afin que, quand la révolution, amenée par la force des choses, aura éclaté il se trouve une force réelle, sachant ce qu'elle doit faire, et par là même capable de s'emparer de la révolution et de lui donner une direction vraiment salutaire pour le peuple ; une organisation internationale sérieuse des associations ouvrières de tous les pays, capable de remplacer ce monde politique des Etats et de la bourgeoisie qui s'en va.

Nous terminons cet exposé fidèle de la politique de l'Internationale en reproduisant le dernier paragraphe des considérants de nos statuts généraux :

« Le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne point retomber dans les vieilles erreurs.

(EGALITE du 28 août 1908.)

DE MICHEL BAKOUNINE

...l'Internationale

L'émancipation économique, avons-nous dit dans le précédent numéro, est la base de toutes les autres émancipations. Nous avons résumé par ces mots toute la politique de l'Internationale.

Nous liions, en effet, dans les considérants de nos statuts généraux la déclaration suivante : « Que l'assujettissement du travail au capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle, et que, pour cette raison, l'émancipation des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique. »

Il est bien entendu que tout mouvement politique qui n'a point pour objet immédiat et direct l'émancipation économique, définitive et complète, des travailleurs, et qui n'a pas inscrit sur son drapeau, d'une manière bien déterminée et bien claire, le principe de l'égalité économique, ce qui veut dire la restitution intégrale du capital au travail, ou bien la liquidation sociale, — que tout mouvement politique pareil est bourgeois, et, comme tel, doit être exclu de l'Internationale.

Doit par conséquent être exclue sans pitié la politique des bourgeois démocrates ou socialistes bourgeois, qui, en déclarant que « la liberté politique est la condition préalable de l'émancipation économique », ne peuvent entendre par ces mots autre chose que ceci : « Les réformes politiques, ou la révolution politique, doivent précéder les réformes économiques ou la révolution économique ; les ouvriers doivent par conséquent s'adresser aux bourgeois, plus ou moins radicaux pour faire d'abord avec eux les premières, sauf à faire ensuite contre eux les dernières. »

Nous protestons hautement contre cette funeste théorie, qui ne pourrait aboutir, pour les travailleurs, qu'à les faire servir encore une fois d'instrument contre eux-mêmes, et à les livrer de nouveau à l'exploitation des bourgeois.

Conquérir la liberté politique d'abord, ne peut signifier autre chose que la conquête d'abord toute seule, en laissant, au moins pendant quelques jours, les rapports économiques et sociaux dans l'état où ils sont, c'est-à-dire les propriétés

taires et les capitalistes avec leur insolente richesse, et les travailleurs avec leur misère.

Mais cette liberté une fois conquise, — dit-on, — elle servira aux travailleurs d'instrument pour conquérir plus tard l'égalité ou la justice économique.

La liberté, en effet, est un instrument magnifique et puissant. Le tout est de savoir si les travailleurs pourront réellement s'en servir, si elle sera réellement en leur possession, ou si, comme cela a toujours été jusqu'ici, leur liberté politique ne sera qu'une apparence trompeuse, une fiction ?

Un ouvrier, dans sa situation économique présente, auquel on viendrait parler de liberté politique, ne pourrait-il pas répondre par le refrain d'une chanson bien connue :

Ne parlez pas de liberté

La pauvreté, c'est l'esclavage (1) !

Et, en effet, il faut être amoureux d'illusions pour s'imaginer qu'un ouvrier, dans les conditions économiques et sociales dans lesquelles il se trouve présentement, puisse profiter pleinement, faire un usage sérieux et réel, de sa liberté politique. Il lui manque pour cela deux petites choses : le loisir et les moyens matériels.

D'ailleurs, ne l'avons-nous pas vu en France, le lendemain de la révolution de 1848, la révolution la plus radicale qu'on puisse désirer au point de vue politique ?

Les ouvriers français n'étaient, certes, ni indifférents, ni inintelligents, et, malgré le suffrage universel le plus large, ils ont dû laisser faire les bourgeois. Pourquoi ? parce qu'ils ont manqué des moyens matériels qui sont nécessaires pour que la liberté politique devienne une réalité, parce qu'ils sont restés les esclaves d'un travail forcé par la faim, tandis que les bourgeois radicaux, libéraux et même conservateurs, les uns républicains de la veille, les autres convertis du lendemain, allaient et venaient, s'agitaient, parlaient et conspiraient librement, les uns grâce à leurs rentes ou à leur fonction bourgeoise lucrative, les autres grâce au budget

(1) Refrain d'une chanson de Pierre Lachamade.

TRIBUNE DE LIBRE DISCUSSION

C.G.T. unifiée ou C.G.T.S.R.?

ALBERT CANE, du Bâtiment confédéré

Albert Cane a retracé pour nos lecteurs l'exposé qu'il fit lors de la controverse qui eut lieu à Paris, le 9 février sur l'Unité syndicale et les anarchistes.

Donc, en 1932, je quittais la C.G.T.S.R. comprenant que l'expérience avait assez duré de revenir à la vieille maison.

Trois ans se sont écoulés, je suis encore syndiqué dans le rang, sans aucune fonction. J'ai retrouvé mon vieux ami Le Pen au Syndicat des Monteurs Electriciens, organisation qui était surtout imprégnée de l'esprit politique socialo-communiste.

Nous avons essayé d'orienter cet esprit vers le syndicalisme, et avons malgré les sarcasmes et l'opposition continué notre besogne de redressement du mouvement ouvrier.

En apportant à ces camarades toute l'expérience de notre passé, nous pensions faire la une œuvre plus utile que de philosopher à perte de vue dans la C. G. T. S. R. entre convaincus, sur la société future.

Nous avons, par la suite, constitué le Comité du Droit d'Asile de la C. G. T. ce qui a permis de défendre des centaines de camarades anarchistes ou anarcho-syndicalistes appartenant à l'Union syndicale italienne, à la C. N. T. ou à la C. G. T. S. R. et, tout dernièrement encore, nous avons été de ceux qui avons proposé de venir au secours des camarades italiens — désemparés de la guerre d'Ethiopie — pensant qu'il ne suffisait pas d'assurer de notre solidarité par des articles dans la presse ou par des ordres du jour dans les meetings, ces camarades, mais plutôt par des actes qui se matérialisent par une solidarité effective.

Ce que nous avons été capables de faire à la C. G. T. S. R. — Besnard, toi et les camarades auriez dû le faire à cette Fédération des Cheminots qui, peut-être, ne serait pas tombée entre les mains d'un Semard ou d'un Midol, et d'éviter le référendum sur les grèves.

Tu as parlé de Bakounine, de la vieille Fédération Jurasienne, du manifeste de la 1^{re} Internationale. Tu nous dis que c'est la charte de l'A. I. T. et de la C. G. T. S. R., mais le mouvement syndicaliste français en est imprégné, et nous restons en accord avec la pensée de Bakounine, de James Guillaume; nous pensons qu'il y a place pour tous les exploités dans le mouvement syndicaliste sans avoir à nous occuper de leur opinion politique, philosophique ou religieuse. Ils viennent à ce mouvement pour défendre leur droit à l'existence contre ceux qui les exploitent, et le rôle des anarchistes est de les entraîner à l'action de tous les jours.

Et le syndicalisme a tellement compris que la lutte pour la défense des salaires était le processus qui devait conduire le prolétariat vers la suppression du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il a fait cette formule siennne.

Elise Reclus, dans son œuvre « A mon frère le paysan » Kropotkine dans son livre « Paroles d'un révolté » ont toujours demandé aux anarchistes d'aller au peuple pour l'orienter vers les conquêtes révolutionnaires, et c'est là l'erreur des militants de la C.G.T.S.R. qui se sont éloignés de ce peuple en faisant un syndicalisme de secte et restant enfermés dans leur tour d'ivoire.

Et voyez-vous Camarades, ce qui a fait la force des communistes c'est qu'ils ont pénétré dans tous les milieux et qu'ils ont su toujours rester au contact des ouvriers. Voilà la cause de leur mouvement si populaire.

Non, mon vieux Lemellou, je n'entrevois pas le syndicalisme qu'avec des syndicalistes convaincus ou des anarchistes; si tel était mon point de vue, ami, dans le tempérament et d'idées, j'aurais milité dans les organisations spécifiquement anarchistes, mais j'ai préféré les organisations syndicales, car dans ces dernières, on trouve un champ d'action fertile et la besogne de propagande de notre part, y trouve des résultats. Je croisais perdre mon temps que d'aller discuter à perte de vue avec des camarades, dans les groupes étant comme mal fixés sur ce qu'est l'idéal libertaire.

Et si nous jetons un regard sur les grands agitateurs anarchistes : les Louise Michel, Pierre Martin, Pouget, Pelloutier, Malatesta, nous les trouvons toujours en contact avec le peuple; c'est là qu'ils ont semé l'esprit de révolte.

Olive nous a rappelé 1914 — en nous laissant entendre qu'il ne pourrait jamais militer à côté de ceux qui, pendant la guerre, avaient trahi la cause de la paix.

Il nous a rappelé l'attitude de Jouhaux pendant cette horrible tourmente.

Je me penche et je cherche dans cette salle où se trouvent nombre de vieux militants anarchistes ou syndicalistes, ceux qui ont refusé de répondre à l'appel de la mobilisation en août 1914, ou qui se sont refusés à travailler en usine de guerre ou à se mettre à la disposition de leur administration... Je n'en vois aucun !

Présent dans cette réunion. Et pourtant il en est un, absent aujourd'hui, qui se nomme Lecon, et il est membre de la C. G. T.

Pourtant, toi Olive et moi-même et tous ceux qui avons assisté aux différents congrès d'avant-guerre, nous avions pris l'engagement solennel que réponsions à la mobilisation par une grève générale ou par l'insurrection, et aussi l'insommission, qu'avons nous fait de tous ces engagements, de toutes ces

promesses ? ? ? Nous les avons, nous aussi, trahis.

Que pouvait faire le bureau confédéré de la C. G. T. devant une classe ouvrière qui se dressait d'abord contre la guerre, et 24 heures plus tard prise par la folie collective, acceptait de partir pour la défense du Droit et de la Liberté.

Malheureusement, j'avais une chose que nous avions oublié. C'est que nous n'étions qu'une poignée et que la grande presse était là pour empoisonner par ses communiqués mensongers le prolétariat.

Et devant cette foule trompée, notre faible voix ne fut pas comprise ni entendue. Nous devons, pour l'avenir, tirer la leçon de ces événements et faire en premier lieu dans les cerveaux, la révolution nécessaire, et plus que jamais démontrer constamment les responsabilités des guerres : les capitalistes, les marchands de canons.

Pour cela, la classe ouvrière doit rallier ses organisations syndicales, faire cette unité organique et aussi l'unité des cœurs. Un seul bloc des exploités contre le bloc des exploitateurs. Une organisation puissante, animée par tous ceux qui luttent pour une société plus humaine, et opposer à la presse capitaliste une grande presse ouvrière, de façon à éclairer les masses laborieuses et les arracher à leur aveuglement.

La place des anarchistes est donc dans les organisations syndicales, car tant qu'il existera des exploités, tant qu'il y aura des desherités, le syndicalisme aura sa raison d'être. Tant qu'il existera une hiérarchie sociale il sera toujours contre cette hiérarchie, jusqu'au jour où la classe ouvrière édifiera cette société sans maîtres et sans esclaves, mais où tous les hommes seront tous égaux et travailleront pour le bien-être de tous.

Le Syndicalisme a cette mission à remplir et nul ne porte plus que lui ces facteurs de transformation sociale, car si le syndicalisme qui représente le travail est incapable de réaliser cette œuvre, c'est-à-dire la transformation économique sur le terrain de la production, créatrice de toutes les richesses sociales, aucun parti politique, aucune secte philosophique ne possède les moyens de se substituer à l'action du syndicalisme.

Ayons confiance dans le syndicalisme qui doit représenter les aspirations des masses laborieuses, comme nos grands penseurs Elise Reclus, Kropotkine, Bakounine, avaient confiance et peuple. Allons vers lui, La est le salut. Mais, Camarades de la C. G. T. S. R. abandonnez votre syndicalisme de secte, quittez votre tour d'ivoire, descendez dans l'arène avec nous, et c'est parce que nous connaissons votre sincérité que nous vous le demandons, et tous ensemble nous conduisons vers sa véritable destinée le mouvement syndicaliste fédéraliste qui, sur les ruines du vieux monde, édifiera une société assurant à tous : Bien-être et Liberté.

Ainsi devait finir une organisation syndicale qui aurait pu devenir la plus puissante en France et même en définitive le seul pôle d'attraction du prolétariat militant. Hélas ! elle ne sut pas se défendre contre la verole politicienne, de là sa chute sans grandeur.

Dans quelques jours à Toulouse s'ouvrira le Congrès de fusion des deux C. G. T. La bataille se déroulera entre communistes et syndicalistes tous tendances réunies. L'enjeu en sera l'indépendance syndicale visée au travers de la question des incompatibilités et surtout du choix à faire entre le Plan confédéral et le programme du Front populaire. Il n'est pas dans nos intentions en terminant cet article de forcer schématiquement sur la vie et la mort de la C. G. T. U. de faire, par souci de symétrie, l'apologie totale des opinions planistes.

Cependant il nous apparaît qu'à l'heure actuelle le plus pressant est de faire échec à ceux qui sous prétexte d'assurer les exigences de la diplomatie soviétique sont prêts à se mettre à plat ventre devant les grands patrons qui sont légion, dans les rangs du Front populaire.

En remportant une telle victoire à Toulouse nous redonnerons courage à tous ceux qui considèrent qu'au dessus des intérêts passagers et contradictoires des partis politiques prétendant au service du prolétariat il y a avant tout l'intérêt absolu de classe. C'est la gloire du syndicalisme révolutionnaire d'en être l'interprète constant.

ALBERT LEMIRE.

PUTEAUX
Aux anarchistes de la Banlieue-Ouest

Les camarades ont organisé, dans la Région, la vente du « Libertaire » ; le résultat est assez satisfaisant. Mais cela a le don de déplaire à nos adversaires.

Surtout, pour la vente à Maillot, il serait nécessaire que les amis se groupent nombreux autour de nos vendeurs.

Mais, en avertissement à tous ces messieurs, nous les avisons que nous sommes décidés, malgré eux et malgré tout, à continuer notre travail de propagande anarchiste.

Nous rappelons que la vente du « Libertaire » a lieu le samedi soir, de 5 à 7 heures, au Métro Maillot, et le dimanche matin sur les marchés de Courbevoie et Puteaux.

MARSEILLE
DIMANCHE 1^{er} MARS

à 9 h. 45, matinée, salle des Dominicaines, 50, rue des Dominicaines, René Frémont de l'U.A. traitera le sujet : Le Front populaire peut-il nous sauver.

La publicité par affiche étant réduite, les camarades sont priés de faire auprès des sympathisants et amis une bonne propagande en faveur de cette conférence.

Entrée libre.

Feu la C.G.T.U.

(Suite de la page 5)

Ainsi, les plumitifs qui, aujourd'hui, dans la presse du Front Populaire et pas mal de ses inspirateurs à la tribune des meetings et des congrès qui donnent à tout propos des leçons d'unité, devraient se souvenir de ces temps pas si lointains, où l'on empoisonnait l'atmosphère du mouvement syndical. Vrai, un peu de pudeur, s. v. p. !

LA FIN D'UNE AVENTURE
De 1929 à 1931, la direction de la C. G. T. U. continua sa guerre au couteau. C'était le nettoyage des dernières tranchées de la liberté syndicale contre les minoritaires groupés maintenant autour du « Cri du Peuple » et du Comité pour l'Indépendance du syndicalisme. Dans le pays elle menait encore, de-ci de-là, des grèves sporadiques, bien souvent sans lendemain, presque toujours décriées bureaucratiquement pour le communiqué quotidien de l'« Humanité ».

Finalement, les minoritaires les uns après les autres, soit par groupe à la suite d'exclusion ou individuellement par dégoût quittaient la C. G. T. U.

Bientôt il ne resta plus dans ses rangs qu'une seule opposition celle de la Fédération de l'Enseignement d'inspiration trotskyste, car les syndicalistes révolutionnaires, Cornec en tête et beaucoup d'autres s'en étaient déjà allés, laissant aux communistes exaspérés que sont les trotskystes le soin de justifier malgré tout la co-existence possible du bolchevisme et du syndicalisme. Pour moi, l'expérience est faite les deux sont incompatibles.

Le 6 février 1934, l'assaut du fascisme contre le pouvoir central permit à la C.G.T.U. plus avertie des réalités modernes de démontrer qu'elle était le seul rempart efficace contre ceux qui voulaient en finir avec le système parlementaire (hélas ! d'un point de vue de droite) ! La C.G.T.U. sous la coupe du bureau politique du P.C. apparut en ces journées tragiques comme un « brillant second ».

Au congrès de la Mutualité, en septembre dernier ou la C. G. T. tenait ses assises les amateurs d'ironie eurent le délicieux plaisir de voir les tranches-montagne et les bouffe-tout crû du bureau confédéral unitaire arriver tels de modernes bourgeois au temps de sa présence dans les rangs unitaires, en bon gascon prévoyant eût le plaisir de constater qu'il n'était pas dans le cortège.

Ainsi devait finir une organisation syndicale qui aurait pu devenir la plus puissante en France et même en définitive le seul pôle d'attraction du prolétariat militant. Hélas ! elle ne sut pas se défendre contre la verole politicienne, de là sa chute sans grandeur.

Dans quelques jours à Toulouse s'ouvrira le Congrès de fusion des deux C. G. T. La bataille se déroulera entre communistes et syndicalistes tous tendances réunies. L'enjeu en sera l'indépendance syndicale visée au travers de la question des incompatibilités et surtout du choix à faire entre le Plan confédéral et le programme du Front populaire. Il n'est pas dans nos intentions en terminant cet article de forcer schématiquement sur la vie et la mort de la C. G. T. U. de faire, par souci de symétrie, l'apologie totale des opinions planistes.

Cependant il nous apparaît qu'à l'heure actuelle le plus pressant est de faire échec à ceux qui sous prétexte d'assurer les exigences de la diplomatie soviétique sont prêts à se mettre à plat ventre devant les grands patrons qui sont légion, dans les rangs du Front populaire.

En remportant une telle victoire à Toulouse nous redonnerons courage à tous ceux qui considèrent qu'au dessus des intérêts passagers et contradictoires des partis politiques prétendant au service du prolétariat il y a avant tout l'intérêt absolu de classe. C'est la gloire du syndicalisme révolutionnaire d'en être l'interprète constant.

ALBERT LEMIRE.

PUTEAUX
Aux anarchistes de la Banlieue-Ouest

Les camarades ont organisé, dans la Région, la vente du « Libertaire » ; le résultat est assez satisfaisant. Mais cela a le don de déplaire à nos adversaires.

Surtout, pour la vente à Maillot, il serait nécessaire que les amis se groupent nombreux autour de nos vendeurs.

Mais, en avertissement à tous ces messieurs, nous les avisons que nous sommes décidés, malgré eux et malgré tout, à continuer notre travail de propagande anarchiste.

Nous rappelons que la vente du « Libertaire » a lieu le samedi soir, de 5 à 7 heures, au Métro Maillot, et le dimanche matin sur les marchés de Courbevoie et Puteaux.

MARSEILLE
DIMANCHE 1^{er} MARS

à 9 h. 45, matinée, salle des Dominicaines, 50, rue des Dominicaines, René Frémont de l'U.A. traitera le sujet : Le Front populaire peut-il nous sauver.

La publicité par affiche étant réduite, les camarades sont priés de faire auprès des sympathisants et amis une bonne propagande en faveur de cette conférence.

Entrée libre.

La Vie de l'U. A.

AUX GROUPES ET CAMARADES

Nous rappelons que le Congrès de l'Union Anarchiste se tiendra à Pâques, dimanche 12 et lundi 13 avril, à Paris.

Voici l'ordre du jour proposé par la Commission administrative :

- I. — Rapport moral et financier ;
- II. — Le « Libertaire » et les œuvres de l'U. A. ;
- III. — Agitation et propagande : a) lutte contre le fascisme ; b) lutte contre la guerre ; c) le Front Populaire ; d) la campagne antiparlementaire ; e) la lutte contre la répression et la solidarité ;
- IV. — L'Unité syndicale et les anarchistes ;
- V. — Renouveau du Bureau et de la C. A. ;
- VI. — Questions diverses.

Nous rappelons également qu'il est indispensable à la bonne préparation de ce Congrès et au regroupement anarchiste que se tiennent préalablement des Congrès régionaux qui auront à déterminer la ligne de conduite de notre Mouvement.

La Commission administrative.

C. I. de la Fédération Parisienne. — Le Comité d'initiative se réunira samedi 7 mars à 20 h. 30 au local du Libertaire.

Il est indispensable que chaque groupe de la Région Parisienne nomme un délégué.

Jeunesse anarchiste-communiste. — Réunion du groupe des jeunes mardi 3 mars à 20 h. 30, au local du Libertaire, 29, rue Piat (métro Pyrénées).

Appel aux jeunes camarades.

Groupe du Croissant 1^{er} et 2^e. — Réunion du groupe dimanche matin à 11 h., restaurant du Petit Trou, rue du Croissant. Métro (Bourse ou Sentier).

Les camarades travaillant de nuit peuvent prendre leur carte de l'U.A. pour 1936.

Appel est fait aux sympathisants.

Une bibliothèque est à la disposition des camarades.

Groupe 5^e, 43^e. — Le groupe se réunit tous les jours à 8 h. 1/2 chez d'Arliagan, 22, rue Broca (5^e).

Appel est fait aux sympathisants. Tous les mois nous organisons une réunion publique et contradictoire.

Le secrétaire : Fernand Desminières.

Groupe du 14^e. — Ce soir vendredi à 21 heures, réunion du groupe au Clair de Lune, 15, rue de Vanves. Compte rendu de la réunion Sébastien, organisation de la campagne antiparlementaire. Présence indispensable.

Groupe du 18^e. — Le groupe reprendant son activité, prie à tous les lecteurs du Libertaire de venir grossir ses rangs. Les réunions auront lieu à partir de jeudi prochain, 5 mars, salle, 63, rue Doudeauville, à 21 mars.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libertaire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants sont cordialement invités.

Banlieue Est. — Un groupe de Montrouil. Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montrouil.

Groupe anarchiste inter-communal de la Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains le lundi 2 mars à 20 h. 30, Café Ramel, angle de la rue du 14-Juillet et du Kremlin à Bicêtre.

Présence indispensable de tous les copains.

Groupe d'Antony. — Réunion vendredi à 21 h., salle du Lapin Sauté (pont d'Antony). Présence indispensable. Campagne antiparlementaire. Le congrès. Frogel. Les groupes sont priés de venir.

Gennevilliers, Clécy, Asnières, Levallois. — Réunion dimanche matin 1^{er} mars à 9 h. 30 au bistrot habituel, caverne du camarade René Roumestan sur : La Jeunesse syndicaliste. Les Jeunes sont particulièrement invités.

Puteaux. — Pour adhérer au groupe, s'adresser au vendeur du « Libertaire » sur les marchés de Puteaux et Courbevoie.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Saint-Ouen. — Un groupe étant en formation à Saint-Ouen, nous faisons un appel, à tous les anarchistes sans distinction de tendances.

La réunion constitutive du groupe aura lieu le dimanche 1^{er} mars, à 20 heures du matin, restaurant Frayse, 101, avenue des Batignolles, à Saint-Ouen.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de venir trouver le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libertaire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste ». Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 3, rue Friedland.

Aux camarades anarchistes de Puteaux et Région. — Le groupe est en bonne voie d'organisation, mais nous sommes en quête d'une salle, afin de nous réunir de façon plus régulière.

En attendant, en ce qui concerne le Groupe, les camarades s'y intéressant peuvent s'adresser aux vendeurs du « Libertaire », tous les samedis, de 5 à 7 heures, au Métro Maillot, et le dimanche matin sur les marchés de Courbevoie et Puteaux.

Lille. — Le Groupe se réunit les 2^e et 4^e samedis du mois, à 20 h., au cabaret Flamand, place Anjoul. Les camarades, lecteurs du « Libertaire », sont invités aux réunions.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Ed. De Mulder, 56 bis, rue d'Éna.

Les camarades et sympathisants peuvent se procurer « Le Libertaire », le dimanche matin au marché de Valenciennes à l'angle des rues Sarrazins et du marché, la semaine au 56 bis, rue d'Éna. Tout ce qui concerne le groupe et la région du Nord doit être envoyé à De Mulder à cette dernière adresse.

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libertaire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

Brest. — Le « Libertaire » est en vente chez Gaborit, dépositaire central ; chez Colin, rue du Pont et au kiosque Tourville.

Camarades lecteurs, prenez toujours chez le même commerçant votre journal, pour éviter le bouillonnement, ou, de préférence, abonnez-vous, cela vous sera plus économique.

Pour tout ce qui concerne le « Libertaire », adressez-vous à Le Lann Auguste, Maison du

Montpellier. — Réunion du groupe tous les mardis, Bar des Remparts. Le meilleur accueil est réservé aux sympathisants désireux de contribuer à la propagande.

« Le Libertaire » est vendu à la criée tous les dimanches autour du marché. Adressez la correspondance à Louman, 23, rue de la Valfère.

La Seyne. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser Jeunesse libre de Toulon, qui transmettra.

Orléans. — Le groupe se réunit, chaque semaine. Pour tous renseignements, s'adresser à C. Chahelot, 15, rue du Presseur-Neuf.

Amiens. — Pour les adhésions s'adresser à Grévin, 3, rue Vascosan, Amiens.

« Le Libertaire » est en vente chez Legry, 3, boul. de Châteauneuf.

Lyon. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, salle de l'Unitaire, à 20 h. 30, 129, rue de Boileau.

Pour tous renseignements s'adresser à Merlo, Boite 56, Bourse du Travail, place Guichard.

Reims. — Nous rappelons aux camarades que le groupe de Reims se réunit chaque samedi, à 21 heures, au Café de la Comédie, rue Henri-Jadart, à Reims. Un fraternel accueil est réservé aux camarades anarchistes de toutes tendances.

A chaque réunion, causeries entre camarades.

Roanne et environs. — S'adresser à Lingre Louis, cité Brécherot, Pouilly-Charlieu (Loire).

Saint-Etienne. — Tout ce qui concerne la propagande doit être adressé à Gomet, Bourse du Travail.

On trouve le « Libertaire » aux deux kiosques de la place du Peuple et à celui de la place Bellevue ;

Au bureau de tabac, 14, rue Antoine-Durafour, on trouve le « Libertaire » et « Terre Libre » ;

Au Comité Lerebour, salle 20, Bourse du Travail, on trouve le « Libertaire », « Terre Libre » et la « Patrie Humaine ».

Saint-Henri (Marseille). — Pour adhérer au groupe, s'adresser à Henri, rue des Mûriers à Saint-Henri.

Valenciennes. — S'adresser à Fromont, 1, rue Soudeur.

PETITE CORRESPONDANCE

Thuilier, Limoges. — Tu dois toute l'année 1935.

Acquéreur tous livres, documents journaux, collections complètes ou multiples dépareillées, concernant l'anarchisme, socialisme et communisme. Faire offres à Frémont, au « Libertaire ».

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nous rappelons à nos camarades que les bénéfices de notre service de librairie sont employés exclusivement à soutenir nos œuvres de propagande.

Nous demandons en conséquence aux anarchistes et sympathisants de nous réserver leurs achats, étant en mesure de leur fournir tous les ouvrages édités, soit littéraires, scientifiques, sociologie, question sexuelle, médecine, hygiène, Esperanto, etc.

Nous ne faisons pas d'envoi contre remboursement, les camarades sont priés de joindre le montant à chaque commande ainsi que les frais d'envoi qui sont calculés à raison de 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

Adresser commandes et fonds à N. Faucher, chaque postal : 596.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

LIVRES

BAKOUNINE : Œuvres en 6 volumes : chaque volume	15 »
L. BODIN : Au pays des roquepauliers	4 50
CARLO GAFIERO : Abrégé du Capital de Karl Marx	6 »
CH. CORNELISSEN : En marge de la Société Nouvelle	15 »
H. DAGON : Superstitions politiques et phénomènes sociaux	15 »
E. DEVALDES : La maternité consciente	10 »
G. DUPIN : La Guerre infernale	7 50
S. FAURE : Propos subversifs	9 »
SEBASTIEN FAURE : L'imposture religieuse	15 »
G. FERRERO : Le Militarisme et la Société moderne	15 »
J. GRAVE : L'anarchie, son but, ses moyens	15 »
J. GRAVE : Réformes, révolution	15 »
— L'individu et la Société	15 »
— Terre libre	10 »

A. HAMON : Psychologie du militaire professionnel	15 »
P. KROPOTKINE : L'anarchie, sa philosophie, son idéal	1 50
P. KROPOTKINE : La Conquête du pain	15 »
— Autour d'une vie, 2 vol.	27 »
— L'Éthique	18 »
— Paroles d'un révolté	6 »
C.-A. LAISANT : La barbarie moderne	7 50
BENOIT MALON : La Morale sociale	15 »
— Précis de Socialisme	15 »
CH. MALATO : Les Joyeusetés de l'Exil	15 »
— Révolution chrétienne et Révolution sociale	15 »
— L'Homme nouveau	5 »
D. NIEUWENHUIS : Le Socialisme en danger	15 »
UN PROSCRIT : L'inévitable révolution	15 »
ELISEE RECLUS : L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique	15 »
— Histoire d'une Montagne	45 »
— Histoire d'un Ruisseau	15 »
J. SAUTAREL : Philosophie du déterminisme	15 »
A. SCHWITZGUEL : Quelques écrits	5 »
E. TABOURECH : La Cité future	15 »
L. TENAR : Le Curé Bourgeois	10 »
NESTOR MAKHNO : La Révolution Russe en Ukraine	5 »
E. RECLUS : L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique	15 »
E. MALATESTA : Au café	3 »
BERNARD PELLOUTIER : Histoire des cours du Travail	12 »
M. BAKOUNINE : Précis de l'Étal	1 50
J.-F. HORRAIN : Dictionnaire de Géographie	9 »
— Précis de Géographie	9 »
LOUÏZON : L'Economie capitaliste	10 »